

*L'année économique
et sociale 2006*

sommaire

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

| | |
|--|----|
| <i>Environnement économique national</i> | 4 |
| <i>Conjoncture dans l'industrie</i> | 6 |
| <i>Commerce extérieur</i> | 8 |
| <i>Créations d'entreprises</i> | 10 |
| <i>Événements économiques et sociaux</i> | 12 |

MARCHÉ DU TRAVAIL

| | |
|------------------------------------|----|
| <i>Emploi</i> | 14 |
| <i>Chômage</i> | 16 |
| <i>Politique de l'emploi</i> | 18 |

ANALYSES THÉMATIQUES

| | |
|---|----|
| <i>Démographie</i> | 20 |
| <i>Agriculture</i> | 22 |
| <i>Bâtiment, travaux publics</i> | 24 |
| <i>Construction neuve</i> | 26 |
| <i>Vente de logements neufs</i> | 28 |
| <i>Transports</i> | 30 |
| <i>Enseignement</i> | 32 |
| <i>Sanitaire et social</i> | 34 |
| <i>Revenu minimum d'insertion</i> | 36 |
| <i>Tourisme</i> | 38 |

éditorial

Une année sous le signe d'un optimisme mesuré

Dans l'ensemble du pays, la phase de croissance modérée connue depuis trois années se prolonge. Dans ce contexte, les principales données disponibles pour le Limousin conduisent à un optimisme mesuré. Des résultats plus favorables pour l'industrie, des créations d'emploi qui peinent encore à décoller, une démographie qui permet d'anticiper une hausse légère de la population dans les prochaines années : incontestablement positif, le bilan de l'année 2006 restera toutefois placé sous le signe de la modération.

Dans l'industrie, les investissements reprennent après une longue période d'attentisme. Toutefois, les effectifs ne devraient au mieux que se stabiliser. Tous secteurs confondus, l'évolution globale de l'emploi reste d'ailleurs très timide. Gros créateur d'emplois, le bâtiment a battu de nouveaux records en 2006, qui pourrait bien être la dernière année d'euphorie.

Publication de référence de l'économie régionale, l'« année économique et sociale » est un travail conjoint de l'Insee Limousin et des services publics régionaux. Réunies dans cet ouvrage, leurs contributions mettent en valeur la complémentarité et la richesse des informations détenues par chacun des partenaires.

Coordonné et publié par la direction régionale de l'Insee, ce bilan de l'année 2006 a été réalisé avec la participation de :

- la Banque de France,*
- la Caisse d'allocations familiales de la Haute-Vienne,*
- la direction interrégionale des Douanes et des Droits indirects de Poitiers,*
- la direction régionale des Affaires sanitaires et sociales,*
- la direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt,*
- la direction régionale de l'Équipement,*
- la direction régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,*
- le rectorat de l'Académie de Limoges.*

Qu'ils soient ici tous remerciés de leur contribution.

*Le directeur régional de l'Insee,
Michel Deroin-Thévenin*

La croissance modérée se prolonge

En 2006, la France est restée installée dans une phase de croissance modérée (+2,1 %). Essentiellement soutenue par la consommation des ménages, cette performance est inférieure à celle de la zone euro ; elle révèle les difficultés des industriels à tirer parti d'une demande mondiale toujours élevée. La bonne tenue de l'activité a cependant été suffisante pour conforter la reprise de l'emploi, portée par les services marchands.

Depuis trois ans, la France connaît une phase de croissance modérée, à l'écart des cycles conjoncturels classiques. Après une progression réduite à 1,2 % en 2005, le PIB a crû de 2,1 % en 2006, soit autant qu'en 2004. Surtout, la France s'est retrouvée distancée par ses principaux partenaires. La performance de la zone euro, tirée par la reprise allemande, a surpris par sa vigueur (+2,8 %). Nos partenaires européens ont davantage profité de la demande internationale, l'Allemagne reprenant sa place de premier exportateur mondial.

Emploi : accélération des créations

| | Variation en 2005 | Variation en 2006 | Niveau fin 2006 (en milliers) |
|-------------------------|-------------------|-------------------|-------------------------------|
| Emploi total | + 160 000 | + 252 000 | 25 123 |
| Emploi salarié marchand | + 89 000 | + 160 000 | 15 691 |
| - Industrie | - 86 000 | - 66 000 | 3 716 |
| - Construction | + 47 000 | + 55 000 | 1 406 |
| - Tertiaire | + 128 000 | + 171 000 | 10 569 |

Évolution de l'emploi - données cvs

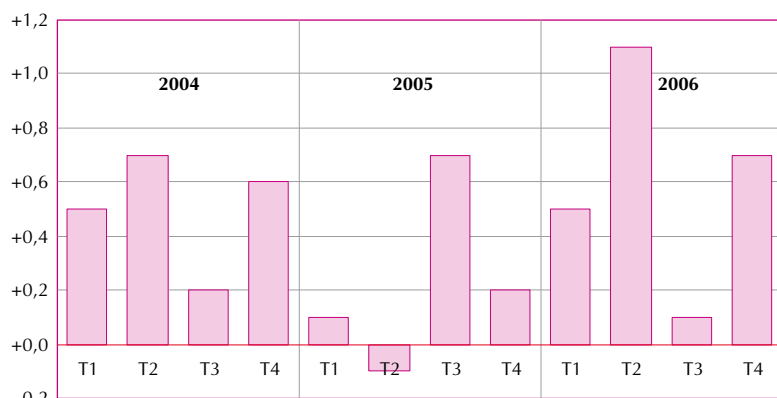
Source : Insee

Fortes fluctuations trimestrielles

Loin de présenter un profil lisse tout au long de l'année, l'activité a connu un pic remarquable au deuxième trimestre (+1,1 %), suivi

d'un brusque « trou d'air » à l'été. Cette baisse accidentelle, partiellement corrigée en fin d'année, ne peut être interprétée comme un retournement ; elle traduit davantage les comportements de stockage et de déstockage des industriels. Ceux-ci ont éprouvé des difficultés à apprécier leurs perspectives de production et à ajuster leurs stocks en conséquence.

Croissance du PIB : "trou d'air" au troisième trimestre



Glissement trimestriel du PIB en euros constants aux prix de 2000 (%) - données cvs

Source : Insee

Les ménages consomment sans modération

Le cours du pétrole atteignait en 2006 le même niveau réel que lors du second choc pétrolier. Une dépendance énergétique moindre, conjuguée à la baisse des prix des produits importés a pourtant permis

de contenir l'inflation à seulement 1,6 %. Dans ce contexte, le pouvoir d'achat s'est amélioré et la consommation des ménages a connu sa plus forte hausse depuis six ans (+2,7 %). À peine ralentie en fin d'année, elle reste toujours le déterminant le plus robuste de l'activité.

Un commerce extérieur moins pénalisant

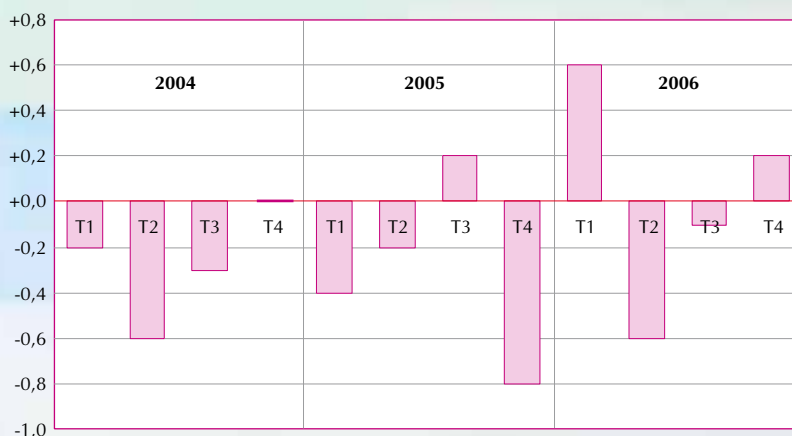
Fin 2006, les exportations se relèvent tout juste de deux années difficiles. Elles ont commencé à répondre à une demande plus importante de nos voisins immédiats. Les pertes de part de marché, importantes en 2005, ont été plus contenues en 2006. Dans le même temps, les importations ont encore progressé, notamment celles de produits manufacturés. Au final, les échanges extérieurs ont coûté à la France 0,4 point de croissance en 2006, soit deux fois moins tout de même que l'année précédente.

Une croissance plus riche en emplois

La bonne nouvelle de l'année 2006 est incontestablement l'accélération des créations d'emplois. Alliée à une certaine modération de la productivité, la croissance s'est enfin traduite en une dynamique de l'emploi. Avec 252 000 postes créés, contre 160 000 l'année précédente, 2006 est le meilleur millésime pour l'emploi en France depuis cinq ans.

Le secteur tertiaire marchand, avec 170 000 nouveaux emplois

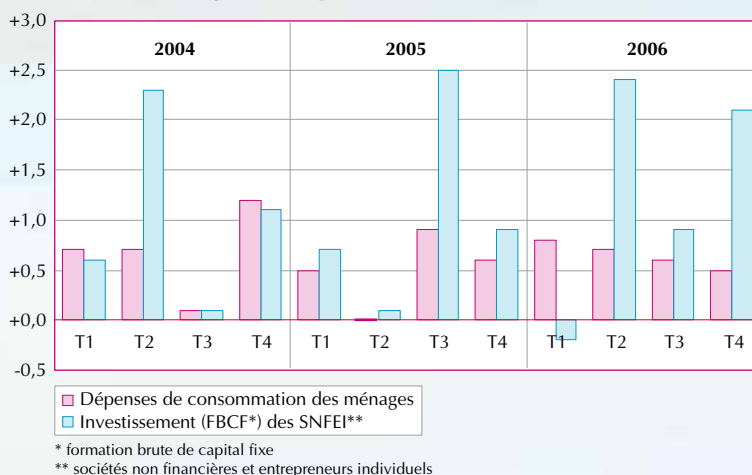
Échanges extérieurs : moins défavorables



Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB (%) - données cvs

Source : Insee

Consommation des ménages : l'unique locomotive de l'activité



Glissement trimestriel en euros constants aux prix de 2000 (%) - données cvs

Source : Insee

(+1,6 %), est la locomotive de ces créations. Les destructions d'emploi dans l'industrie connues depuis 2002 se poursuivent, à un rythme heureusement réduit (-1,7 %) par rapport à 2005. La construction, en revanche, enregistre une nouvelle forte hausse de son effectif (+4,1 %). Enfin, le secteur non marchand, avec un emploi salarié en hausse de 1,2 %, a participé au bon résultat d'ensemble.

L'effet net des contrats aidés a été relativement modeste, les sorties des anciens dispositifs restant encore nombreuses par rapport aux entrées dans les nouveaux contrats.

Yann Leurs,
Direction régionale de l'Insee

La croissance modérée devrait se poursuivre

Au premier semestre de 2007, le PIB resterait sur une pente douce (+0,5 à 0,6 % par trimestre), limitée cette fois par le ralentissement mondial. En effet, la chute du marché immobilier américain, la hausse de la TVA en Allemagne, ainsi que des politiques budgétaires plus restrictives pourraient amoindrir les performances de nos partenaires, et contrarier l'accélération de nos exportations.

Cette croissance, modérée mais robuste, soutiendrait la dynamique actuelle de l'emploi au moins jusqu'en milieu d'année.

Conjoncture dans l'industrie

Année plutôt favorable, sauf pour l'emploi

Si la reprise de l'économie française s'est consolidée en 2006, la production industrielle nationale n'a connu qu'une accélération modeste. Dans ce contexte, les résultats plutôt favorables de l'industrie limousine rassurent après une période incertaine, marquée par une panne des investissements. L'optimisme ne s'est pourtant pas traduit dans les chiffres de l'emploi, encore orientés à la baisse.

Après un exercice 2005 contrasté, sans reprise de l'investissement, les industriels limousins affichaient une grande prudence dans leurs prévisions. En 2006, l'activité s'est finalement révélée soutenue et a permis à l'industrie régionale de rebondir après une longue période d'attentisme. Révélateurs de cette bonne marche générale, les chiffres d'affaires régionaux auront enregistré leur meilleure progression de ces cinq dernières années (+5,6 %). À l'inverse de 2005, la hausse a profité aux quatre grands secteurs. Les trois quarts des entrepreneurs interrogés anticipent un maintien ou une augmentation de la rentabilité.

L'investissement a enfin repris, pas l'emploi

La reprise de l'investissement (+17 % sur l'année) était attendue depuis trois ans en Limousin. En effet, en 2005, les industriels régionaux avaient encore resserré leurs budgets d'investissements, contrairement à leurs homologues nationaux. L'élan retrouvé en 2006 concerne les quatre grands secteurs et devrait se poursuivre en 2007.

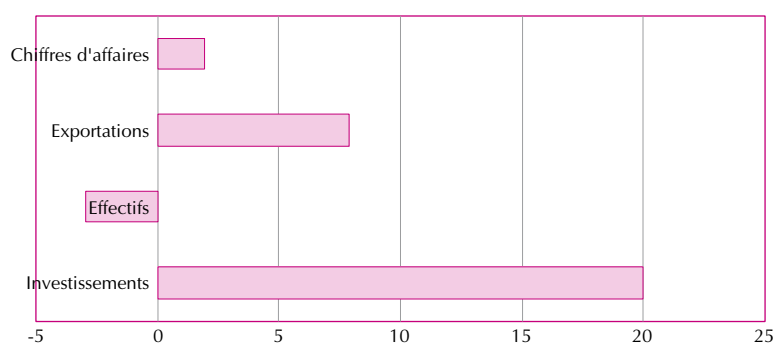
Les exportations restent toujours modestes dans les comptes des entreprises limousines, mais ont augmenté de façon nette (+10,4 %). Au delà des bons résultats des entreprises exportatrices, cette poussée est le signe que de plus en plus d'entrepreneurs régionaux expérimentent la vente à l'étranger.

Certes moins forte qu'en 2005, la contraction de l'emploi industriel (-1,2 % dans les entreprises interrogées) vient cependant ternir les bons résultats comptables. D'autant que les perspectives des entrepreneurs n'indiquent pas d'embauches à court terme : les effectifs devraient seulement se stabiliser, avec peine.

Agroalimentaire : stabilité reconduite

L'agroalimentaire est le secteur qui profite le plus difficilement de la reprise de l'industrie régionale. La progression du chiffre d'affaires reste limitée, dans un contexte de consommation finale moyennement dynamique et de montée en puissance d'importations, dans la viande bovine notamment. Les effectifs connaissent à nouveau une nette dégradation, le plus souvent par non-remplacement des départs naturels. L'investissement connaît une hausse mais les sommes avancées restent, dans l'absolu, encore limitées. L'accélération est attendue pour 2007.

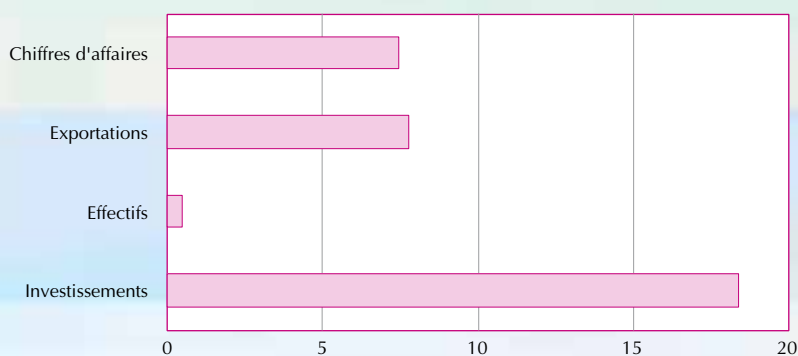
Agroalimentaire : dans l'attente d'une accélération



Tendances 2006 dans l'industrie agroalimentaire : variation en % par rapport à 2005

Source : Banque de France

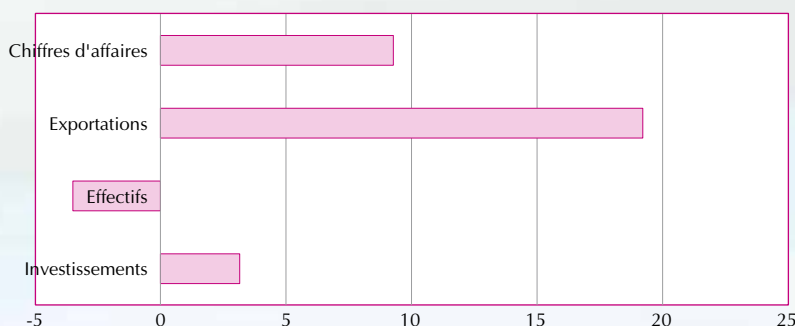
Biens intermédiaires : effectifs stabilisés



Tendances 2006 dans l'industrie des biens intermédiaires : variation en % par rapport à 2005

Source : Banque de France

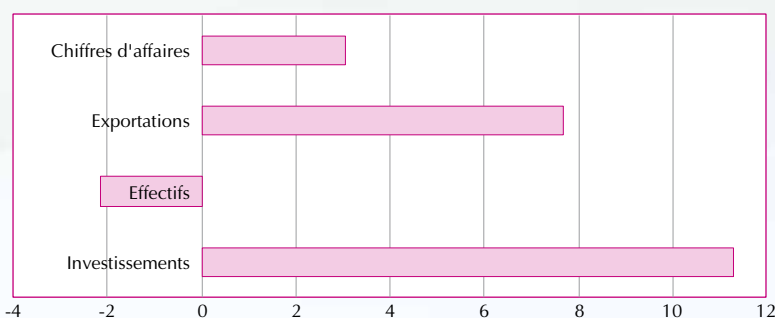
Biens d'équipement et automobile : l'emploi ne suit pas



Tendances 2006 dans l'industrie des biens d'équipement et l'industrie automobile : variation en % par rapport à 2005

Source : Banque de France

Biens de consommation : difficultés atténuées ?



Tendances 2006 dans l'industrie des biens de consommation : variation en % par rapport à 2005

Source : Banque de France

Biens intermédiaires : accélération

Un salarié de l'industrie limousine sur deux travaille dans le secteur des biens intermédiaires. Ce secteur est d'ailleurs le seul qui soit parvenu à stabiliser ses effectifs salariés. Sous l'effet d'une demande régulière et soutenue du bâtiment, les fabricants de matériaux de construction et la filière bois ont connu une forte progression, moins marquée dans les composants électriques. L'industrie métallurgique, qui a répercuté les prix de ventes toujours en hausse des matières premières, a vu ses réalisa-

tions s'améliorer également. Après une année 2005 difficile, l'industrie porcelainière a vu son chiffre d'affaires augmenter légèrement.

Biens d'équipement : progression soutenue

En Limousin comme en France, l'industrie des biens d'équipement a été un des moteurs de la production industrielle en 2006. Les fabricants régionaux ont enregistré de bons résultats, la hausse du prix des matières premières n'expliquant pas à elle seule cette progression. L'exportation a constitué un support

important. Après la forte réduction des budgets constatée l'année passée, des investissements ont eu lieu ; en revanche, les suppressions de postes se poursuivent à un rythme élevé.

Industrie automobile : repli du marché intérieur

Au niveau national, l'industrie française s'est retrouvée pénalisée par les résultats de l'automobile. Ce secteur, il est vrai, est peu représenté dans notre région. En Limousin, les équipementiers automobiles ont toutefois souffert du repli du marché intérieur.

Biens de consommation : un mieux après une année difficile

Les difficultés qui affectent les industries de biens de consommation depuis une période déjà longue se sont atténuées en 2006. L'activité dans l'industrie du meuble a progressé mais reste cependant confrontée à une demande fluctuante. Les industries de l'équipement de la personne, souvent grâce à un positionnement commercial limitant les pressions concurrentielles, arrivent à reproduire leurs volumes de fabrication. La filière graphique préserve les siens mais n'enregistre pas de progrès, pour la deuxième année consécutive. D'une façon générale, les fabricants de biens de consommation témoignent d'une plus grande confiance qu'au début de 2006.

Yann Leurs,
Direction régionale de l'Insee
d'après le rapport de la Banque
de France

Légère contraction des échanges

En 2006, le commerce extérieur limousin n'a pas suivi la tendance nationale. Le volume global des échanges s'est légèrement contracté, sous l'effet d'un infléchissement du rythme de progression des exportations et d'une baisse marquée des importations. La prédominance de l'Union Européenne s'est encore renforcée, au détriment des zones à forte croissance.

En 2006, avec une progression de près de 9 %, les échanges extérieurs de la France ont tiré parti du regain de croissance de l'économie mondiale. Cette hausse a concerné avec une ampleur comparable tant les exportations que les importations, même si le différentiel d'évolution, à l'avantage de ces dernières, s'est traduit par un léger creusement du déficit commercial.

À rebours de la tendance nationale

Pour la première fois depuis dix ans, le commerce extérieur du Limousin n'a pas suivi cette tendance. Le volume global des échanges a même connu une légère érosion : à peine plus de trois milliards d'euros,

soit près de 2 % de moins qu'en 2005. La progression des exportations régionales s'est poursuivie et atteint avec 1 569 millions d'euros son meilleur résultat. Toutefois, son évolution (+1 % par rapport à 2005) s'est nettement infléchi et se situe très en deçà du rythme national (+8,4 %). Les importations, après avoir atteint leur plus haut niveau en 2005, marquent une inversion de tendance (-4,8 %) à 1 440 millions d'euros.

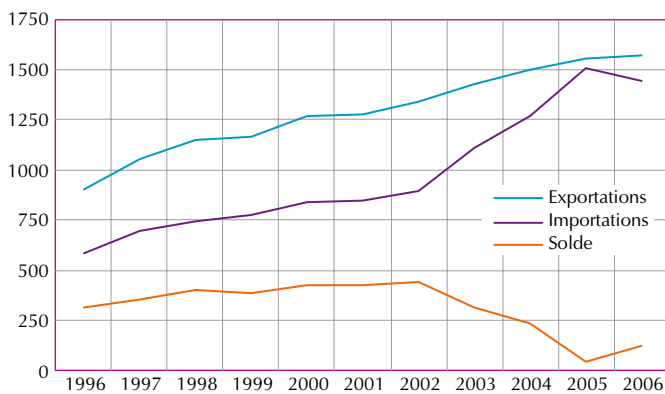
En conséquence, après trois années consécutives de forte réduction de l'excédent commercial, le solde s'améliore pour atteindre 129 millions d'euros, soit trois fois plus qu'en 2005. Toutefois, ces valeurs demeurent bien

modestes dans l'absolu : les échanges extérieurs du Limousin ne représentent qu'une faible part de l'ensemble national, soit 0,4 % des exportations françaises et 0,3 % des importations.

Des spécificités structurelles

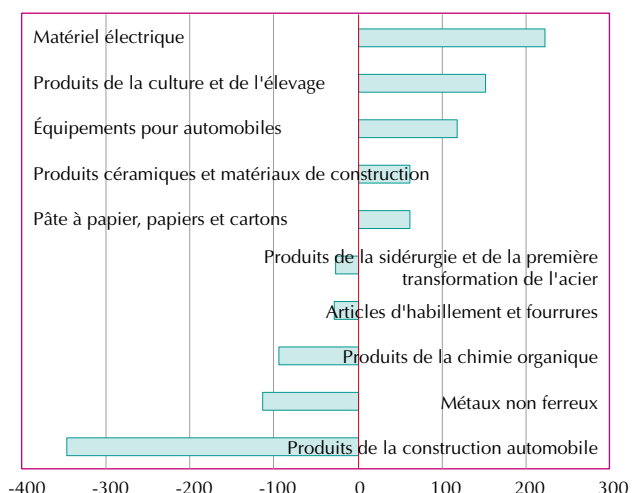
Plusieurs facteurs structurels conditionnent ce constat. En premier lieu, le Limousin présente un déficit de PME de taille intermédiaire plus marqué que dans d'autres régions. La prospection de marchés extérieurs, en dépit des efforts menés par l'État et les instances régionales, s'avère nécessairement plus difficile à

Les importations fléchissent pour la première fois en dix ans



Montants du commerce extérieur en Limousin depuis dix ans (millions d'euros)
Source : Direction régionale des Douanes et Droits indirects de Poitiers

Matériel électrique et produits de l'élevage en première ligne des exports



Solde commercial par produit en Limousin en 2006, en milliers d'euros
Source : Direction régionale des Douanes et Droits indirects de Poitiers

mettre en œuvre pour ces petites structures. Plus encore que pour la France entière, les échanges extérieurs se cantonnent à l'Union Européenne, zone de croissance modérée, qui n'offre pas le même potentiel que les pays émergents d'Asie ou d'Amérique Latine. Par ailleurs, l'essentiel du commerce extérieur se concentre sur quelques gros opérateurs et concerne dans une large mesure des flux intra-groupes.

Hausse des produits agricoles à l'export

Au palmarès des produits exportés, le trio de tête consolide ses positions sur des marchés acquis depuis longtemps : Italie, Allemagne et Espagne. Les ventes de matériel électrique, en hausse de 2,4 %, confortent leur première place. Les produits de la culture et de l'élevage (+18 %) se hissent du quatrième au deuxième rang. Viennent ensuite les équipements pour automobiles, dont l'Allemagne est le principal destinataire, qui voient leur progression se poursuivre (+15 %). Les livraisons de produits pharmaceutiques accentuent leur repli (-21 %) amorcé l'année précédente.

À l'exception des produits céramiques et de construction (-7 %), les autres secteurs relevant des biens intermédiaires restent orientés à la hausse : pâte à papier, papiers et cartons (+11 %), viandes, peaux et produits à base de viande (+5 %) ou encore produits du travail du bois (+15 %).

Sévère chute des produits pharmaceutiques et du matériel électrique à l'import

Après trois années de vive croissance, les importations limousines se contractent de près de 5 %. Les produits de la construction automobile (-3 %) viennent toujours en tête des achats régionaux. Deux

Pays partenaires : peu d'échanges intercontinentaux

| Pays clients | Montant des échanges en millions d'euros | Part en % | Évolution des échanges de 2005 à 2006 (%) | Pays fournisseurs | Montant des échanges en millions d'euros | Part en % | Évolution des échanges de 2005 à 2006 (%) |
|--------------|--|--------------|---|-------------------|--|--------------|---|
| Italie | 312,9 | 19,9 | +4,8 | Allemagne | 512,8 | 35,6 | -2,6 |
| Allemagne | 219,8 | 14,0 | +1,5 | États-unis | 147,9 | 10,3 | -40,0 |
| Espagne | 197,5 | 12,6 | -7,4 | Chili | 106,9 | 7,4 | +44,3 |
| Royaume-Uni | 126,2 | 8,0 | +6,6 | Espagne | 104,8 | 7,3 | +10,6 |
| Belgique | 79,7 | 5,1 | +3,7 | Italie | 100,2 | 7,0 | -22,2 |
| Grèce | 79,1 | 5,0 | +5,2 | Belgique | 54,4 | 3,8 | -4,8 |
| États-unis | 63,9 | 4,1 | +0,2 | Pays-Bas | 53,9 | 3,7 | -3,5 |
| Portugal | 51,8 | 3,3 | +1,8 | Suède | 51,5 | 3,6 | +23,9 |
| Pologne | 45,8 | 2,9 | +69,0 | Irlande | 33,9 | 2,4 | +77,4 |
| Pays-Bas | 35,5 | 2,3 | +9,6 | Royaume-Uni | 22,5 | 1,6 | +38,2 |
| Hongrie | 31,9 | 2,0 | +23,2 | Chine | 29,6 | 2,1 | -8,8 |
| Russie | 26,6 | 1,7 | +102,3 | Pologne | 17,8 | 1,2 | -5,3 |
| Autres pays | 298,2 | 19,0 | +4,8 | Autres pays | 193,2 | 13,4 | -0,1 |
| Total | 1 568,9 | 100,0 | +1,0 | Total | 1 440,5 | 100,0 | -4,8 |

Pays clients, pays fournisseurs en 2006 et évolution des échanges

Source : Direction régionale des Douanes et Droits indirects de Poitiers

postes emblématiques subissent un recul sévère de leurs approvisionnements : les produits pharmaceutiques (-42 %) en deuxième position, et le matériel électrique (-60 %) dégringole de la troisième à la septième place.

À l'inverse, d'autres postes sont orientés à la hausse. Les métaux non ferreux (+44 %) qui proviennent majoritairement du Chili se hissent en troisième position. Il en va de même pour les produits de la chimie organique (+32 %), la pâte à papier, les papiers et cartons (+27 %) et les composants électroniques (+25 %) qui gagnent une place au classement et pointent respectivement aux quatrième, cinquième et sixième rang.

Suprématie accrue de l'Union Européenne

La part déjà largement prépondérante des échanges du Limousin avec ses partenaires européens se renforce encore : deux points de hausse, tant à l'exportation (80 %) qu'à l'importation (72 %).

L'Italie et l'Allemagne demeurent les deux premiers pays clients de la région avec respectivement 20 % et 14 % du total des exportations. Viennent ensuite l'Espagne, le Royaume-Uni, la Belgique et la Grèce. Premier client hors Union Européenne, les États-Unis conservent leur septième rang. Les ventes de matériel électrique à destination

de nouveaux marchés expliquent la remontée de la Pologne et de la Hongrie dans le classement. Grâce à la reprise des ventes de produits pharmaceutiques et de produits de la culture et de l'élevage, la Russie réapparaît dans le palmarès en douzième position.

Les importations en provenance des pays européens se maintiennent, tandis qu'elles se dégradent (-19 %) avec le reste du monde. L'Allemagne, qui connaît un léger tassement, conserve toutefois aisément son premier rang de pays fournisseur avec plus du tiers des importations régionales. Les États-Unis, en baisse de 40 % préservent leur deuxième position et représentent un peu plus du dixième des achats. Vient ensuite le Chili qui bondit à la troisième place, grâce au renchérissement du cuivre. Il devance l'Espagne et l'Italie, en baisse. Derrière les Pays-Bas, la Suède parvient au huitième rang en raison d'un nouveau marché de produits de la chimie organique. Viennent ensuite l'Irlande pour la chimie organique et le Royaume-Uni pour la pâte à papier. La Chine recule au onzième rang avec des fournitures de matériel électrique en baisse.

*Claude Mallemanche,
Direction régionale de l'Insee,
d'après le rapport de la direction
régionale des Douanes et Droits
indirects de Poitiers*

Créations d'entreprises

Des créations d'entreprises toujours à la hausse

Le Limousin a enregistré 2 400 créations d'entreprises en 2006, soit 0,9 % de l'ensemble des créations dénombrées en France. Bien qu'en augmentation, le taux de création régional reste faible au regard des autres régions : le Limousin se situe en avant-dernière position. Toutefois, la région se distingue par une augmentation annuelle qui reste forte. Le nombre de reprises d'entreprises, quant à lui, reste orienté à la baisse.

Les créations d'entreprises ont connu une hausse sensible en 2006 (+7,8 % par rapport à 2005, contre +5,7 % en France), même si celle-ci reste loin du record de 2004 (+12,3 %), année de la loi sur l'initiative économique. La loi en faveur des petites et moyennes entreprises, entrée en vigueur en août 2005, a eu des répercussions moins fortes. Cette loi a pour objectif de favoriser la

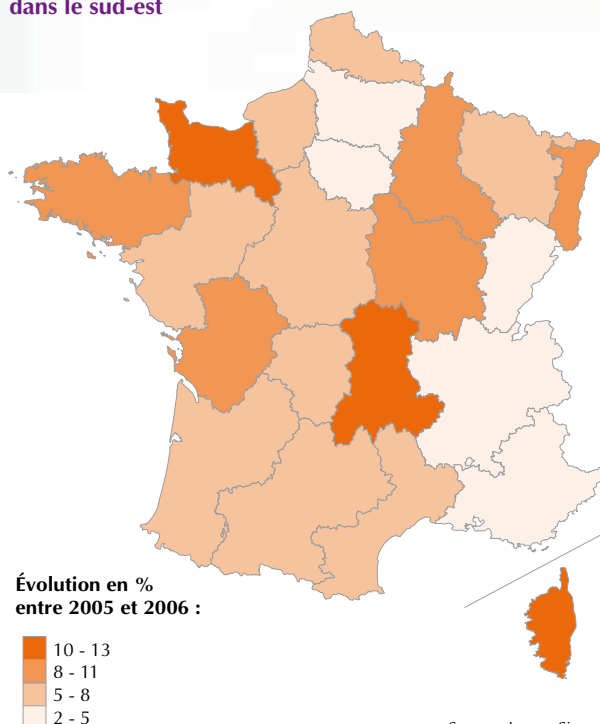
création, notamment en faisant entrer dans le champ de la formation professionnelle la plupart des actions situées en amont de la création (accompagnement, informations, conseils...).

La création d'entreprise reste peu pourvoyeuse d'emplois salariés. En effet, 88 % des entreprises créées en 2006 en Limousin n'avaient pas de salarié. Les autres ont tout de même permis de créer 650 emplois salariés en 2006.

Dynamisme dans la construction et les services aux entreprises

Avec des taux de création de l'ordre de 12 %, les secteurs de la construction et des services aux entreprises sont les plus dynamiques dans la région. La construction est le secteur qui crée le plus d'entreprises. Son poids ne cesse de progresser depuis 2002 et pour la première fois en 2006, elle devance le commerce. C'est aussi le secteur qui a connu la

Hausse du nombre de créations moins marquée dans le sud-est



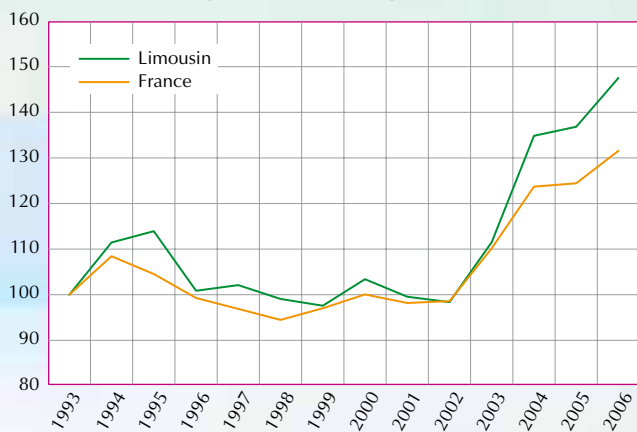
Une nouvelle définition des créations d'entreprises

Depuis le premier janvier 2007, la création d'entreprise a été redéfinie et se rapproche du concept européen afin de permettre les comparaisons internationales. Ainsi, la nouvelle définition élargit-elle le champ de la création à l'ensemble des activités marchandes hors agriculture. D'autre part, elle élimine une grande partie des reprises, qui seront dorénavant comptabilisées à part.

Une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Elle peut se faire de deux manières différentes :

- soit en mettant en œuvre de nouveaux moyens de production,
- soit par reprise dite sans continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur ; c'est le cas lorsqu'un repreneur change d'activité et de localisation par rapport au cédant par exemple.

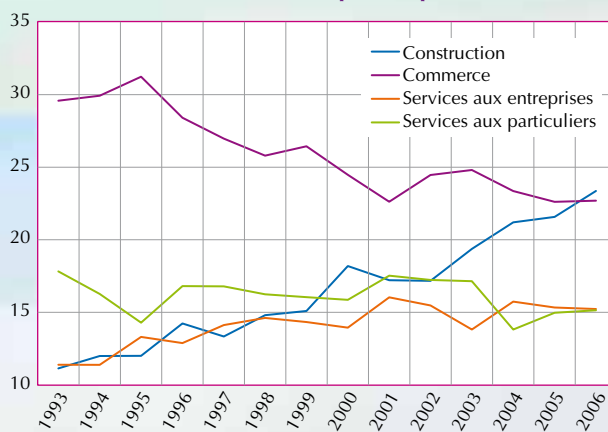
La création d'entreprises s'envole depuis 2003



Évolution des créations d'entreprises

Source : Insee - Sirene

La construction : un secteur de plus en plus créateur



Part des secteurs dans le total des créations (%)

Source : Insee - Sirene

plus forte évolution, celle-ci étant même plus rapide qu'au niveau français. Travaux de maçonnerie générale, d'installation électrique et peinture sont les domaines les plus attractifs pour les nouveaux entrepreneurs.

Quant aux services aux entreprises, leur part dans les créations d'entreprises qui avait dépassé en 2004 celle des services aux particuliers a tendance à plafonner et le secteur demeure sous-représenté par rapport à la France. Les créateurs se lancent en général dans les activités de conseil pour les affaires ou la gestion. Par contre, le Limousin se démarque de la France par une évolution négative des créations dans le secteur des activités immobilières. Dans l'Hexagone, ce secteur a été particulièrement dynamique ces quatre dernières années.

Peu de créations d'entreprises innovantes

Avec une soixantaine de créations d'entreprises dites innovantes, soit 2,7 % des créations, exclusivement dans le secteur des services de technologies de l'information, le Limousin accuse encore un retard par rapport au niveau national (4 %). Les nouvelles aides attribuées aux créateurs de ce secteur semblent ne pas avoir encore eu de répercussions sur

le nombre d'entreprises nouvelles. Dans la région, on enregistre même une diminution des créations dans les secteurs stratégiques. Les créations se concentrent essentiellement dans les secteurs de « l'entretien et

cas de difficultés. En dix ans (1995-2006), le poids des SARL dans les créations est passé de 21 % à 35 %.

Toutefois, la part des personnes physiques demeure en Limousin supérieure au niveau national.

Des reprises toujours en baisse

Deux régions seulement peuvent se targuer d'avoir un nombre de reprises en hausse en 2006. Il s'agit de l'Aquitaine et de la Basse-Normandie. En Limousin, le nombre de reprises demeure sur une pente descendante. Certes, le recul est moins important qu'en France et la proportion de reprises demeure supérieure au niveau français (le Limousin apparaît en troisième position des régions), mais le recul est préoccupant au regard des prochains départs en retraite des chefs d'entreprises.

La loi en faveur des PME de 2005 traite aussi de la reprise d'entreprise. Elle a pour but de faciliter la transmission d'entreprise en instaurant par exemple un tutorat entre le cédant et le repreneur, en contrepartie d'une prime de transmission à la charge de l'État.

Les services aux particuliers sont particulièrement concernés dans la région. 38 % des reprises de ce secteur concernent la restauration de type traditionnel. Il en est de même pour le commerce (de détail en particulier : boulangeries, etc. qui représentent un tiers des reprises de ce secteur).

réparation de machines de bureau et de matériel informatique » et des « autres activités de réalisation de logiciels ».

Une préférence pour les sociétés

Depuis plusieurs années déjà, on constate une tendance à la baisse des créations d'entreprises individuelles au profit des sociétés et plus particulièrement des SARL. Cette forme de société a en effet l'avantage de protéger le patrimoine du créateur en

Six entreprises créées sur dix sont constituées sous cette forme. Parmi les personnes physiques, le poids des artisans ne cesse d'augmenter depuis 2002 en Limousin alors que dans l'Hexagone, les professions libérales devancent les commerçants et les artisans.

Nathalie Garçon,
Direction régionale de l'Insee

TGV, pôles de compétitivité : une année charnière pour les projets stratégiques

Nous présentons ici les dossiers marquants de l'actualité économique et sociale de l'année 2006, ainsi que des événements de la vie des entreprises. Cette rétrospective non exhaustive a été élaborée d'après la lecture quotidienne de la presse régionale, recoupée par des sources spécifiques Insee.

Les projets d'avenir pour le Limousin ont été au cœur de l'actualité en 2006. Tandis que les pôles de compétitivité préparaient leur anniversaire en annonçant de nombreux projets innovants, les acteurs publics s'engageaient pour une politique de l'environnement passant par la valorisation des énergies renouvelables. Dans le même temps, les Limousins se passionnaient pour le débat sur le projet de train à grande vitesse (TGV).

Pôles de compétitivité : projets et financements sont au rendez-vous

Labellisés à l'automne 2005, les pôles de compétitivité ont pour objectif de lutter contre les délocalisations et de conserver à la France sa place de leader des innovations technologiques. 2006 a été une année charnière pour les deux pôles de compétitivité limousins Elopsys et Céramique, ainsi que pour les pôles de compétitivité associant le Limousin à d'autres régions.

Fin janvier 2006, la commission permanente du conseil régional attribuait 141 000 euros au pôle de compétitivité interrégional Viaméca - associant le Limousin, la région

Centre et l'Auvergne - pour mener à bien un projet d'amélioration des couches diamant sur les pièces mécaniques.

Début mars, cette même commission affectait 1,36 millions d'euros au pôle Elopsys, pour un projet de recherche de réseaux sans fils porté par la société Radiall Systems, le laboratoire XLIM et le Cisteme (Centre d'ingénierie des systèmes en télécommunication, électromagnétisme et électronique).

En septembre, la société Radiall Systems décidait d'implanter son laboratoire de recherche et développement à la Technopole Ester, à Limoges. Dans le même temps, le pôle Elopsys était présent au salon « European Microwave Week » en Angleterre, pour y présenter deux innovations : le projet Lipsys de développement de produits de communication rapide à faible coût, et le projet Delta destiné à donner l'indépendance à la France dans la fabrication des clés pour appareil de vision nocturne.

Le 17 octobre, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, annonçait le financement des trois millions d'euros restant du Centre européen de la céramique, qui regroupera les unités de recherche et d'enseigne-

ment du pôle de la Céramique.

Le 14 novembre, Elopsys faisait partie des cinq pôles français choisis pour le programme d'intelligence économique, qui a pour but de créer un système d'information sécurisé en concertation avec les experts en sécurité de la DST et des Renseignements généraux.

Enfin le 15 décembre dernier, le pôle de compétitivité Viaméca fêtait son anniversaire en faisant valoir 59 projets d'envergure pour la filière de la métallurgie, de l'automobile et de l'aéronautique.

TGV : la solution « Limoges-Poitiers » suscite un débat passionné

Pour relier Limoges à Paris par une ligne à grande vitesse (LGV), deux projets se sont affrontés ces dernières années. Le POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse) devait utiliser le réseau existant en recourant à la technique du TGV pendulaire. Longtemps soutenu par Robert Savy, ancien président de la région Limousin, et par son successeur, Jean-Paul Denanot, il fut abandonné à l'été 2003.

En octobre 2005, Bernadette Chirac soutenait l'idée d'un barreau

TGV reliant Limoges à Poitiers, donnant accès au TGV atlantique. Sa mise en service pourrait s'envisager en 2015, avec un gain d'une heure de temps vers la capitale.

Le 5 septembre 2006, un débat public portant sur le projet de la LGV Limoges-Poitiers s'ouvrait à Limoges. Onze allers-retours quotidiens pourraient relier Limoges à Paris, dont un reliant Limoges à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle puis à Lille. Ce barreau TGV permettrait également d'ouvrir Limoges à la façade atlantique. Trois options (nord, centrale et sud) sont alors proposées pour le tracé de la LGV.

Pas moins de 450 personnes, dont de nombreuses personnalités, assistent à la première réunion. Le choix « Limoges-Poitiers » ne fait pas consensus : le POLT est à nouveau évoqué par de nombreux participants comme la seule solution permettant à l'est de la région de profiter de la grande vitesse, qui desservirait ainsi 3,3 millions d'habitants. Réseau Ferré de France explique l'abandon du POLT par des raisons de rentabilité.

Le 11 octobre, Jean-Paul Denat se déclarait en faveur de la LGV, en proposant d'améliorer l'accès de la Creuse au réseau à grande vitesse par l'électrification de la ligne Limoges-Guéret.

Le 13 octobre, Alain Rodet, député-maire de Limoges et Jacques Santrot, maire de Poitiers, décidaient d'une « union sacrée » pour la future LGV, parlant d'un investissement pour les générations futures.

Le 18 décembre, le débat était clos après avoir rassemblé plus de 5 000 personnes.

Protection de l'environnement : la filière bois s'engage

Les préoccupations sur l'environnement et l'épuisement des énergies fossiles se sont traduites en 2006 par des avancées. En mai 2006, un schéma d'aménagement et de gestion

La vie des entreprises en 2006

- Janvier : **Legrand** rachète 51 % du capital de Shidean, leader chinois des portiers audio et vidéo. Ce groupe réalise un chiffre d'affaires de 15 millions d'euros et emploie 900 personnes.

- Février : **Vet France**, qui fut le fleuron de l'industrie textile limousine dans les années 90, ferme son dernier atelier. 45 personnes se retrouvent au chômage. Vet France affichait un chiffre d'affaires de près d'un million d'euros dans le seul site de Limoges.

- Mai : **Wagon**, société britannique effectuant de l'emboutissage pour Peugeot et Citroën, vend ses sites de La Souterraine et de Bessines à David Cardwell, qui s'engage à conserver son personnel. Ce dernier décide finalement de licencier 40 personnes sur les deux sites de Wagon en Limousin. Il investira 30 millions d'euros dans la nouvelle société, qui s'appellera Sonas.

Limoujoux, spécialiste des salaisons à Ussel, est placée en redressement judiciaire. La filière du porc est en crise en France.

- Septembre : **Legrand** rachète Vantage, numéro 2 du contrôle d'éclairage haut de gamme aux États-Unis et spécialiste des automatismes résidentiels. Legrand, déjà présent dans le secteur de la domotique, conforte ainsi sa place de leader dans un domaine à forte valeur ajoutée.

- Octobre : **Sofrance**, sous-traitant d'Airbus dans la fabrication de filtres pour l'A 380, implantée à Nexon où elle emploie 170 personnes, ne devrait pas souffrir du retard pris par le lancement de l'A 380, car elle travaille aussi sur l'A 320 et le Boeing 737.

- Novembre : la start-up **Glycode** va s'installer à Tulle, en Corrèze, et pense recruter quinze personnes d'ici deux ans. Elle est spécialisée dans la production de principes actifs à usage thérapeutique. Après des années de recherche en liaison avec le canceropôle du grand sud-ouest, elle va passer à la production. Les retombées pourraient être importantes pour des traitements anticancéreux mieux tolérés.

des eaux (SAGE) a été mis en place en Haute-Vienne et en Creuse jusqu'en 2013. D'autre part, la gestion intelligente des 580 000 hectares de forêts en Limousin, qui constituent un véritable « or vert », est au cœur du débat sur les énergies renouvelables.

En avril 2006, une charte bois-construction-environnement a été signée par 29 représentants de la filière bois, pour la période 2006-2010. Il s'agit de gérer l'utilisation du bois de sa récolte jusqu'à son utilisation dans la construction, dans le respect de critères de haute qualité environnementale. 11 000 personnes vivent de la filière bois et le développement économique lié au bois pourrait permettre le recrutement de 1 000 à 2 000 personnes.

Le développement de l'énergie-bois pourrait favoriser l'installation de chaufferies bois dans les lieux pu-

blics. En juillet, un plan régional de la filière bois a été présenté dans ce sens. Enfin, dans le cadre du schéma régional de développement, la Région va soutenir les entreprises de première et seconde transformation du bois.

Mais le Limousin possède de nombreuses autres énergies renouvelables. En novembre 2006, le Conseil économique et social régional publie son premier rapport sur le sujet. Le potentiel hydroélectrique de la région est l'équivalent d'une centrale nucléaire. La biomasse, recyclage des ordures ménagères et des déchets de bois, la géothermie, utilisation par forage de l'énergie du sous-sol, et le solaire restent à développer.

*Bernard Seigne,
Direction régionale de l'Insee*

Les créations d'emploi restent timides

En 2006, l'emploi n'a pas décollé en Limousin. La progression des effectifs reste en effet très modeste : l'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole progresse de 0,3 %, ce qui représente environ 400 postes supplémentaires. Il bénéficie d'une belle progression du secteur de la construction qui confirme son dynamisme. Les pertes dans l'industrie s'atténuent, alors que le commerce et les services du tertiaire n'augmentent que modérément leurs effectifs.

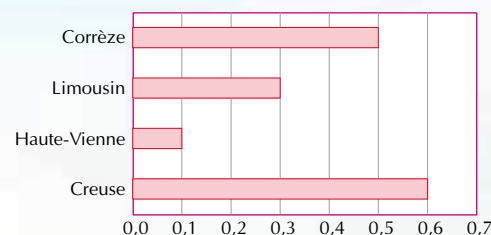
Selon des estimations encore provisoires, l'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles en Limousin progresse légèrement au cours de l'année 2006, après être resté stable en 2005. C'est en Creuse qu'il est le plus dynamique (+0,6 %). Ce département enregistre en effet une hausse des emplois dans la construction et une baisse modérée dans l'industrie. La hausse d'emploi est de 0,5 % en Corrèze. En Haute-Vienne les effectifs restent stables, les pertes importantes dans l'industrie étant compensées par des créations dans le secteur de la construction.

Ralentissement des pertes d'emploi dans l'industrie

Dans l'industrie, la dégradation de l'emploi se poursuit avec un nouveau recul de 1,9 %, soit environ 800 emplois perdus. Cependant, on observe un ralentissement des pertes par rapport à l'année 2005 (-1 350 emplois), notamment dans les industries des biens de consommation et celles des biens d'équipement.

Tous les secteurs industriels restent cependant affectés par ce nouveau repli, avec en tête les industries des biens intermédiaires qui per-

L'emploi fait du surplace en Haute-Vienne



Évolution de l'emploi dans le secteur marchand hors agriculture au cours de l'année 2006 (en %)

Source : Insee - estimations d'emploi provisoires au 31 décembre 2006

dent 1,4 % de leurs effectifs (260 emplois). Cette baisse est en partie imputable au secteur « chimie, caoutchouc et plastiques » (-5,8 %, soit 100 emplois) qui a enregistré les baisses d'effectifs de Polyrey à Ussel et Stratinator Composites Systems à

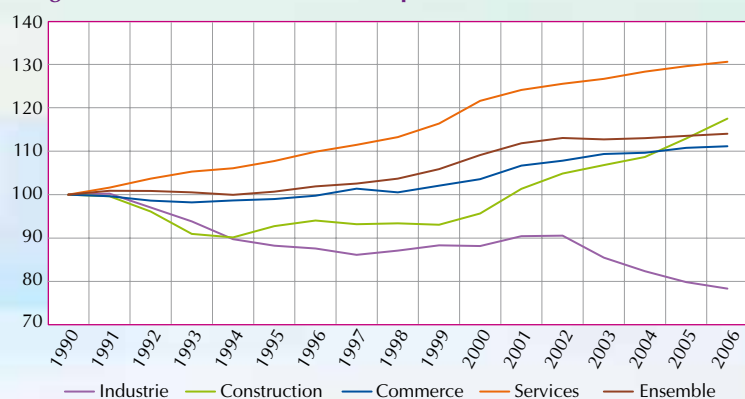
Dans les trois départements, l'évolution reste modeste

| | Corrèze | | Creuse | | Haute-Vienne | | Limousin | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | Effectifs salariés au 31 décembre 2006 | Évolution des effectifs salariés en 2006 : Nombre % | Effectifs salariés au 31 décembre 2006 | Évolution des effectifs salariés en 2006 : Nombre % | Effectifs salariés au 31 décembre 2006 | Évolution des effectifs salariés en 2006 : Nombre % | Effectifs salariés au 31 décembre 2006 | Évolution des effectifs salariés en 2006 : Nombre % |
| Industrie | 15 140 | -280 -1,8 | 4 700 | -60 -1,3 | 22 510 | -490 -2,1 | 42 350 | -830 -1,9 |
| Construction | 5 860 | +130 +2,3 | 2 530 | +90 +3,9 | 8 470 | +430 +5,4 | 16 860 | +650 +4,1 |
| Commerce | 11 260 | -20 -0,2 | 4 080 | -20 -0,4 | 16 300 | +140 +0,9 | 31 640 | +100 +0,3 |
| Services | 48 950 | +650 +1,3 | 23 360 | +220 +0,9 | 82 560 | +310 +0,4 | 154 870 | +1180 +0,8 |
| Ensemble | | | | | | | | |
| hors agriculture | 81 210 | +480 +0,6 | 34 670 | +230 +0,7 | 129 840 | +390 +0,3 | 245 720 | +1100 +0,4 |
| Secteur marchand hors agriculture | 52 150 | +250 +0,5 | 19 100 | +110 +0,6 | 83 730 | +60 +0,1 | 154 980 | +420 +0,3 |

Évolution sectorielle de l'emploi salarié par département

Source : Insee - estimations d'emploi provisoires au 31 décembre 2006

Les grandes évolutions sectorielles depuis 1990



Évolution de l'emploi salarié marchand hors agriculture (base 100 au 31 décembre 1990)
Source : Insee - estimations d'emploi provisoires au 31 décembre 2006

Limoges. Deux autres secteurs participent à cette baisse : celui de la métallurgie et de la transformation des métaux (-1,7 %), et l'industrie du textile sous l'effet de la fermeture des Établissements Broussaud qui employaient 90 salariés.

Un autre secteur particulièrement affecté est celui des industries agroalimentaires, où la destruction des emplois s'accélère avec un recul de 3 % (-230 emplois). Cette situation résulte en partie de la fermeture de l'entreprise Limoujoux à Ussel et des baisses d'effectifs qui se poursuivent aux Délices de Ninon à Brive.

Dans les industries des biens de consommation, les pertes d'emploi se sont atténuées (-2,9 % en 2006 contre -4,9 % en 2005), mais seul un secteur sur quatre, celui de la « pharmacie, parfumerie, entretien » maintient ses effectifs en 2006.

La situation est semblable dans les biens d'équipements. L'amélioration est réelle dans le secteur des

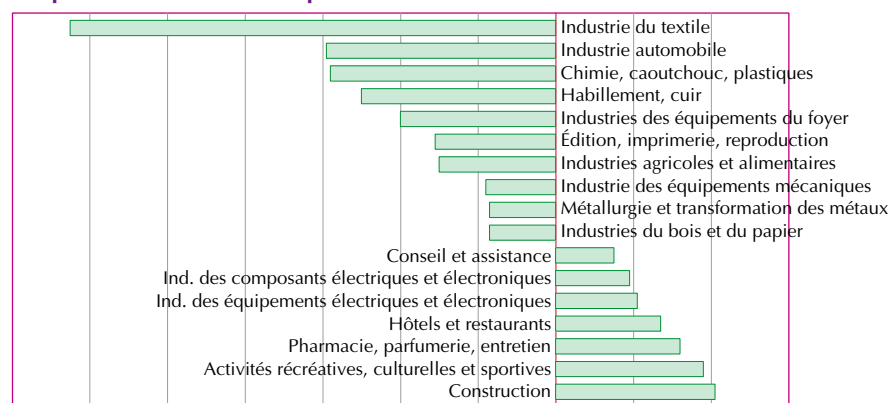
équipements électriques et électroniques. La baisse se poursuit encore dans le secteur des équipements mécaniques mais elle est moins prononcée que durant l'année 2005 (-1,8 % contre -6,1 %).

Dans l'industrie automobile, le nombre de salariés continu de reculer (- 5,9 %). Ce recul est en partie imputable à des suppressions d'emplois à Renault Trucks à Limoges.

Plus de six cents nouveaux emplois dans le bâtiment

Comme en 2005, la construction reste le secteur le plus dynamique sur le plan régional. Les créations d'emploi se poursuivent à un rythme soutenu : +4,1 %, soit près de 650 nouveaux postes créés dont six sur dix sont situés en Haute-Vienne.

Les plus fortes baisses et les plus fortes hausses en 2006



Principales évolutions de l'emploi salarié en 2006 (en %)

Source : Insee - estimations d'emploi provisoires au 31 décembre 2006

Méthodologie

Les estimations d'emploi au 31 décembre 2006 sont provisoires. Ces estimations sont réalisées principalement à partir des déclarations des employeurs aux URSSAF et à la MSA. L'intérim est connu grâce aux déclarations des entreprises de travail temporaire à l'UNEDIC qui sont ensuite traitées par le ministère des Affaires sociales, de l'Emploi et de la Solidarité. L'emploi dans les secteurs de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale est estimé à partir de tendances nationales.

Le secteur marchand regroupe l'ensemble des secteurs d'activité exceptés les services administrés (éducation, santé, action sociale, administration publique) et les activités associatives.

Commerce et services en petite forme

Dans le commerce, le rythme de croissance de l'emploi s'est ralenti (+0,3 % en 2006 contre 1,1 % en 2005). Les effectifs ont toutefois progressé de 0,9 % dans le commerce et la réparation d'automobiles. Ils sont restés stables dans les autres types de commerce.

L'emploi dans les services marchands s'accroît de 0,8 %. Les services aux entreprises continuent de créer des emplois (+0,9 %). Ce résultat positif est dû principalement aux secteurs « conseils et assistance » (+1,2 %) et « recherche et développement » (+13,1 %).

Les services aux particuliers, en revanche, enregistrent une croissance faible (+0,3 %). L'emploi reste bien orienté dans le secteur des hôtels et restaurants (+2,7 %) mais s'est légèrement dégradé dans les services personnels. Enfin, après plusieurs années de décroissance, les activités de transports hors SNCF s'orientent à la hausse (+1,1 %).

Hélène Bernard,
Direction régionale de l'Insee

Poursuite de la baisse du chômage en 2006

Fin 2006, le Limousin bénéficie toujours du taux le plus bas des régions françaises. Dans un contexte économique plus favorable qu'en 2005, il a poursuivi sa décrue, de façon toutefois moins prononcée que dans l'ensemble de la France. Des incertitudes subsistent sur l'ampleur réelle de cette baisse. D'après les données de l'ANPE pas encore « recalées » sur l'enquête emploi de l'Insee, le taux de chômage limousin serait passé en 2006 sous la barre des 7 %.

Avertissement

Du fait du report à l'automne 2007 du calage annuel sur les résultats de l'enquête Emploi, la série mensuelle de chômage BIT publiée par l'Insee reste provisoire. En 2006 et 2007, cette série traduit essentiellement les variations du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories 1, 2 et 3, hors activité réduite, inscrits à l'ANPE.

La situation de l'emploi s'est améliorée en Limousin en 2006, malgré un secteur industriel en retrait dans la création d'emploi. L'évolution sur un an est toutefois moins favorable qu'au niveau national. Les pertes d'emploi restent fortes dans le secteur industriel, mais sont compensées par le dynamisme du secteur de la construction et du secteur tertiaire.

Dans ce contexte de reprise modérée de l'emploi, la tendance à la baisse du chômage déjà constatée en 2005 s'est poursuivie en 2006, avec toutefois une hausse en juillet et août du nombre de demandeurs d'emploi. Au 31 décembre 2006, la région limousin compte 17 800 demandeurs d'emploi en catégorie 1 (données brutes), ce qui représente une régression de 7 % sur un an (-10 % au niveau national). Sur cette période, la demande d'emploi décroît sur l'ensemble des départements de la région, mais avec des amplitudes variables : -8,5 % en

Corrèze, -7,5 % en Creuse et -6,1 % en Haute Vienne.

Le taux de chômage le plus faible de France...

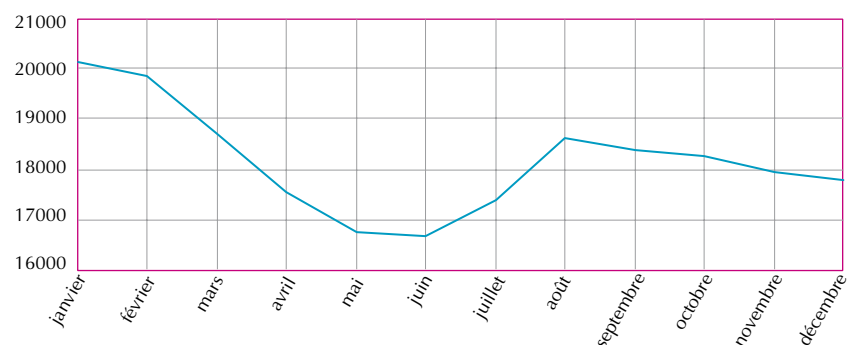
Avec un taux s'établissant à 6,9 % en décembre 2006, le Limousin demeure la région où le taux de chômage est le plus faible. Il diminue de 0,6 point par rapport à décembre 2005. Au plan national, le taux de chômage s'élevait fin 2006 à 8,6 % (-1,0 point comparé à décembre 2005). À l'échelon départe-

mental, la Corrèze se distingue avec 6,0 %, et occupe la neuvième position des départements français par ordre croissant du taux de chômage. Le taux est de 7,1 % en Creuse et de 7,4 % en Haute-Vienne.

Baisse moins rapide pour les femmes, plus marquée chez les jeunes

En décembre 2006, les femmes représentent 50 % du total des chômeurs (48,2 % au plan national) et leur nombre régresse de 6,2 % d'une

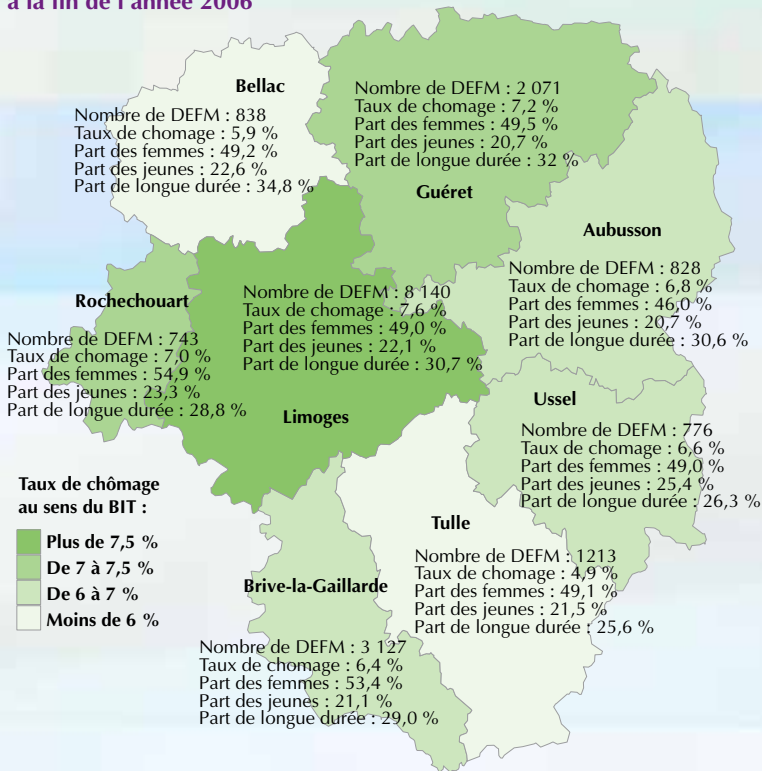
Hausse saisonnière à l'été



Évolution des demandes d'emploi en fin de mois (cat. 1) en 2006 - données brutes

Source : ANPE

Taux de chômage : la situation par arrondissement à la fin de l'année 2006



Structure des DEFM et taux de chômage par zone d'emploi au 31 décembre 2006

Source : ANPE et Insee

année sur l'autre, soit une décreu moins rapide que celle des hommes (-7,9 %).

À la même date, les jeunes de moins de 25 ans représentent 21,9 % de l'ensemble des chômeurs contre 20,1 % au niveau national. Leur nombre a régressé d'une année sur l'autre de 8,2 % dans la région, contre 10,0 % dans le reste de la France. La baisse du nombre de chômeurs jeunes atteint 11,1 % en Corrèze, 4,9 % en Creuse et 7,5 % en Haute-Vienne.

L'analyse par niveau de formation révèle une structure de la demande

d'emploi des jeunes peu différente d'une année sur l'autre : 58 % des jeunes chômeurs ont un niveau inférieur au baccalauréat à fin décembre 2006, contre 57 % fin 2005. Les plus diplômés (niveau supérieur au baccalauréat) représentent 16,3 % des jeunes chômeurs, contre 15,3 % en 2005.

Un chômage de longue durée en hausse en Limousin...

Le chômage de longue durée (chômeurs depuis un an ou plus)

* DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois) de catégorie 1 : il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE déclarant être immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée et n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois.

* Taux de chômage : c'est le taux corrigé des variations saisonnières au sens du bureau international du travail (BIT). Un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Forte décreu en Creuse, stabilité en Haute-Vienne

| | Décembre 2005 | Décembre 2006 | Évolution annuelle (en %) |
|-----------------|---------------|---------------|---------------------------|
| Corrèze | 5 615 | 5 135 | -8,5 |
| Creuse | 3 139 | 2 904 | -7,5 |
| Haute Vienne | 10 380 | 9 743 | -6,1 |
| Limousin | 19 134 | 17 782 | -7,1 |
| France | 2 381 768 | 2 143 528 | -10,0 |

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en Limousin

Source : ANPE

Part des chômeurs de longue durée moins élevée en Limousin

| | Femmes | Jeunes de moins de 25 ans | Chômeurs de longue durée |
|-----------------|-------------|---------------------------|--------------------------|
| Corrèze | 51,7 | 21,9 | 27,8 |
| Creuse | 48,5 | 20,7 | 31,5 |
| Haute Vienne | 49,5 | 22,3 | 30,9 |
| Limousin | 50,0 | 21,9 | 30,1 |
| France | 48,2 | 20,1 | 29,6 |

Part des femmes, des jeunes et des chômeurs de longue durée dans les DEFM en Limousin au 31 décembre 2006 (%)

Source : ANPE

Baisse du taux de chômage moins élevée qu'en moyenne nationale

| | Décembre 2005 (%) | Décembre 2006 (%) | Évolution annuelle (en points) |
|-----------------|-------------------|-------------------|--------------------------------|
| Corrèze | 6,7 | 6,0 | -0,7 |
| Creuse | 8,0 | 7,1 | -0,9 |
| Haute Vienne | 7,9 | 7,4 | -0,5 |
| Limousin | 7,5 | 6,9 | -0,6 |
| France | 9,6 | 8,6 | -1,0 |

Évolution des taux de chômage au sens du BIT

Source : ANPE

en Limousin était structurellement inférieur au niveau français, ce qui n'est plus le cas depuis novembre 2006 où un renversement de tendance s'est produit.

Ainsi, la proportion des chômeurs de longue durée s'élève au 31 décembre 2006 à 30,1 % du total des chômeurs, contre 29,6 % au niveau national. À cette date, 5 350 personnes étaient en recherche d'emploi depuis plus d'un an sur la région, soit 1,4 % de plus qu'en décembre 2005. Dans le même temps le nombre de chômeurs de longue durée régressait en France de 12,9 % sur la même période.

On compte en Limousin 534 jeunes chômeurs de longue durée, soit une baisse de 3,4 % d'une année sur l'autre.

*Dominique Gougnet,
Direction régionale du Travail,
de l'Emploi et de la Formation
professionnelle*

Mobilisation forte du secteur non marchand et des partenaires de l'apprentissage

L'année 2006 apparaît comme une année de consolidation des mesures du plan de cohésion sociale pour l'État. Il faut lui ajouter la forte mobilisation des acteurs de la formation en alternance, avec une croissance nette de l'apprentissage et des contrats de professionnalisation dans le secteur privé. En revanche, le volume des autres actions de formation et des emplois associatifs gérés par la Région a plutôt stagné.

Près de 17 000 personnes ont bénéficié en 2006 des divers dispositifs de la politique de l'emploi et de la formation gérés par l'État ou par la Région : formations en alternance, contrats aidés et actions de formation. Après une année 2005 de mise en place des mesures du plan de cohésion sociale (redéfinition des emplois aidés, contrat de professionnalisation, CNE, RMA), 2006 a vu la montée en puissance de ces nouveaux dispositifs.

Effort accru du secteur privé pour l'accueil en apprentissage et en contrats de professionnalisation

2 682 jeunes ont bénéficié de contrats d'apprentissage, soit 400 de plus que l'année précédente. L'effort soutenu en matière d'apprentissage s'inscrit dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens signé avec le Conseil régional, visant à accroître les flux annuels d'entrées

en apprentissage. En fin d'année, 3 884 jeunes étaient en apprentissage, contre 3 526 un an auparavant.

Dans le même temps, le contrat de professionnalisation, qui a remplacé depuis octobre 2004 les autres contrats en alternance (contrats de qualification, d'adaptation et d'orientation) a permis 1 113 embauches en 2006 (+250).

Léger repli de l'emploi aidé, hors alternance, dans le secteur marchand

En dehors des contrats en alternance, l'aide de l'État a permis l'embauche de 1 324 personnes en 2006, contre 1 486 en 2005, par les entreprises du secteur marchand :

- 447 contrats initiative emploi (CIE) ont été conclus en 2006 (-313).

- 710 embauches (653 en 2005) ont été réalisées au titre du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise, qui permet aux employeurs d'accueillir en contrat à du-

CNE : 7 % des intentions d'embauche

Créé en 2005, le contrat nouvelle embauche (CNE) est réservé aux établissements ayant moins de 20 salariés avant l'embauche. En Limousin, 7,2 % des intentions d'embauches présentées depuis cette date ont eu lieu selon cette nouvelle modalité, contre 8 % au plan national. Les enquêtes disponibles ne permettent pas d'estimer précisément le nombre d'emplois créés par le dispositif.

Au niveau national, les taux de rupture des embauches en CNE sont évalués entre 30 et 40 % au cours des six premiers mois, et de 50 % au bout d'un an. Compte tenu de ces taux de rupture, le nombre de salariés en CNE aurait été d'environ 400 000 fin 2006. La part de ces emplois qui n'auraient pas été créés si le CNE n'avait pas existé serait comprise entre 8 et 9 %, selon les opinions déclarées par les employeurs.

rée indéterminée à temps plein ou partiel, des jeunes âgés de 16 à 22 ans ayant un faible niveau de qualification.

- enfin, le contrat d'insertion / revenu minimum d'activité (RMA), visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des bénéficiaires des minima sociaux, a permis 167 embauches en 2006 contre 67 l'année précédente.

Forte progression des emplois soutenus dans le secteur non marchand

Au titre du dispositif « nouveaux services - emplois jeunes », qui s'éteint progressivement, le volume d'entrées a continué à diminuer en 2006 (82 recrutements liés à des renouvellements de postes contre 138 en 2005).

Les nouveaux « contrat d'avenir » et « contrat d'accompagnement dans l'emploi », qui remplacent depuis mai 2005, les CES - CEC (contrats emploi solidarité et contrats emploi consolidés) ont connu un bon développement en 2006 : 4 144 embauches en 2006 contre 2 337 conclus de mai à décembre 2005. Le contrat d'avenir vise à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux ; le contrat d'accompagnement dans l'emploi est destiné à des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès au marché du travail.

CIVIS : maintien de l'effort vers les jeunes les plus en difficulté

Les actions de soutien pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ont été poursuivies avec les prestations offertes par les missions locales dans le cadre du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS). Celui-ci ouvre un droit à l'accompagnement vers l'emploi durable pour les jeunes de 16 à 25 ans, sans qualification ou maximum « Bac

Une montée en puissance des nouveaux contrats en 2006

| Mesures et dispositifs | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Formation en alternance | 3 297 | 3 145 | 3 795 |
| Contrat d'apprentissage secteur privé et public | 2 147 | 2 281 | 2 682 |
| Autres contrats en alternance dont : | 1 150 | 864 | 1 113 |
| - contrats de qualification jeunes et adultes | 708 | - | - |
| - contrats d'adaptation | 335 | - | - |
| - contrats d'orientation | 79 | - | - |
| - contrat de professionnalisation | 28 | 864 | 1 113 |
| Emplois aidés (hors alternance) dans le secteur marchand | 1 448 | 1 486 | 1 324 |
| Contrat jeune en entreprise | 733 | 653 | 710 |
| Contrat initiative emploi 2004 (1) | 715 | 231 | - |
| Contrat initiative emploi 2005 (1) | - | 530 | 447 |
| Contrat d'insertion / revenu minimum d'activité | - | 72 | 167 |
| Emplois aidés dans le secteur non marchand | 3 572 | 6 106 | 7 926 |
| Nouveaux services emplois jeunes | 231 | 138 | 82 |
| Contrat emploi solidarité | 3 134 | 1 239 | - |
| Contrat emploi consolidé | 207 | 0 | - |
| Contrat d'accompagnement à l'emploi | - | 1 898 | 2 776 |
| Contrat d'avenir | - | 439 | 1 368 |
| Contrat insertion dans la vie sociale | - | 2 392 | 3 700 |
| Actions de formation (conseil régional) | 3 372 | 4 710 | 3 686 |
| Actions d'insertion et de mobilisation | 667 | 1 133 | 881 |
| Actions de préqualification | 520 | 865 | 694 |
| Stages de qualification | 2 129 | 2 450 | 1 920 |
| Emplois associatifs | 56 | 262 | 191 |
| Ensemble des entrées en mesure | 11 689 | 15 447 | 16 731 |

(1) Le contrat initiative emploi a été modifié en 2005 pour élargir le nombre de bénéficiaires

Principales mesures de soutien à l'emploi et à la formation

Source : direction régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

+ 2 non validé », qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle. 3 700 jeunes sont entrés dans ce dispositif en 2006, et 41 % font l'objet d'un accompagnement renforcé pour construire leur parcours d'insertion jusqu'à l'emploi.

Diminution des autres entrées dans les actions de formation

Les autres actions de formation relèvent désormais de la compétence unique du Conseil régional. En 2006, 3 495 stagiaires ont été accueillis dans ces actions, contre 4 448 en 2004. Comme l'année précédente, 55 % des actions menées visaient la qualification des stagiaires, 25 % concernaient des actions d'insertion et de mobilisation et 20 % des actions de pré-qualification.

Dans le même temps, le Conseil régional a comptabilisé 1 040 bénéficiaires de « chèques langues » (914 en 2005) et 1 896 bénéficiaires de « chèques informatiques » (1 863).

Ces formules plus souples permettent aux demandeurs d'emploi d'accéder à des modules spécifiques de formation. Enfin, 191 nouveaux emplois ont été aidés au titre de l'aide à l'embauche « d'emplois associatifs » en 2006.

*Rémy Puybaraud,
Direction régionale du Travail,
de l'Emploi et de la Formation
professionnelle*

Mutations démographiques

Les effets structurels du vieillissement de la population pèsent toujours sur la démographie régionale. Cependant, même s'il est trop tôt pour leur donner un caractère définitif, quelques nouvelles tendances se dessinent. Croissance de la population, fécondité en hausse, recul de la mortalité et espérance de vie de plus en plus proche de la moyenne nationale sont autant d'éléments qui laissent à penser que la région connaît des mutations démographiques.

Au 1^{er} janvier 2006, la région comptait 725 300 habitants. L'évolution constatée sur les dernières enquêtes annuelles de recensement confirme la dynamique de croissance de la population limousine. Cette tendance s'explique essentiellement par l'excédent migratoire de la région, qui s'élève à plus de 4 000 personnes par an. En maintenant cette attractivité et dans l'hypothèse d'un déficit naturel qui continuerait de se rétracter avec une fécondité fixée au niveau actuel, le Limousin pourrait dépasser le seuil des 730 000 habitants avant 2010.

Les Limousines plus fécondes

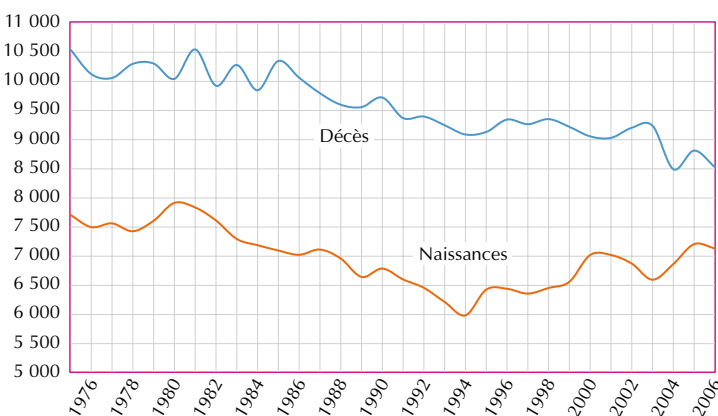
Le déficit naturel de la région continue en effet de se contracter. Plusieurs évolutions conjuguées expliquent ce phénomène. Avec un peu plus de 7 100 naissances en 2006, le Limousin affirme la reprise de la fécondité enregistrée depuis 2004. Les Corrèziennes demeurent les femmes les plus fécondes de la région avec un indice conjoncturel égal à 1,84 enfant par femme en 2004. Ce chiffre place désormais le

département à un niveau proche du score national (1,88).

Recul de la mortalité

D'autre part, environ 8 500 décès ont été enregistrés en 2006 ; cela confère à la région un solde naturel (naissances moins décès) toujours

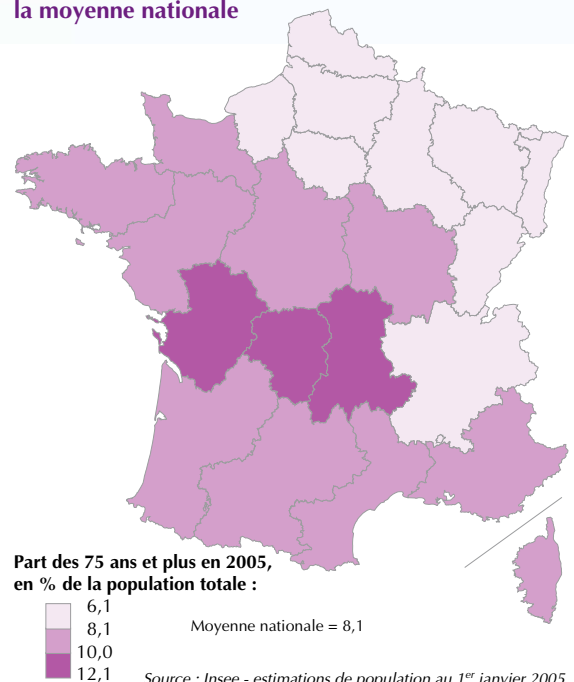
Un déficit naturel qui s'est réduit fortement



Naissances et décès domiciliés en Limousin

Source : Insee - état civil

Le Limousin et ses voisins plus âgées que la moyenne nationale



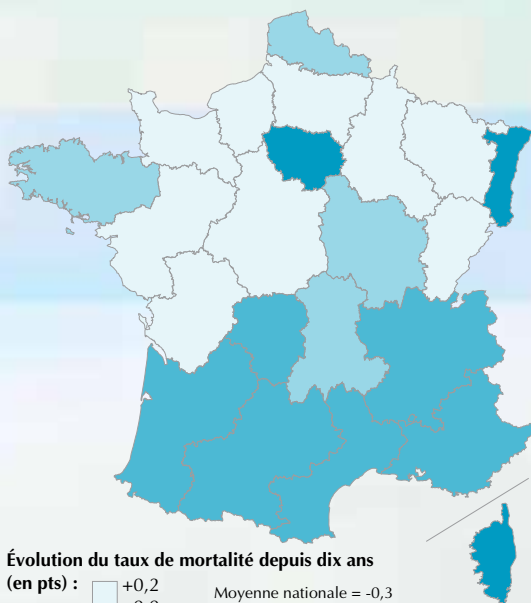
Part des 75 ans et plus en 2005, en % de la population totale :

6,1
8,1
10,0
12,1

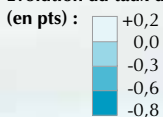
Moyenne nationale = 8,1

Source : Insee - estimations de population au 1^{er} janvier 2005

Un fort recul de la mortalité



Évolution du taux de mortalité depuis dix ans



Moyenne nationale = -0,3
Moyenne 92,93,94 = 9,1 pour 1 000
Moyenne 02,03,04 = 8,8 pour 1 000

Note de lecture :
Cette évolution est basée sur l'écart entre la moyenne des années 1992,1993,1994 et la moyenne des années 2002,2003,2004.

Source : Insee - état civil

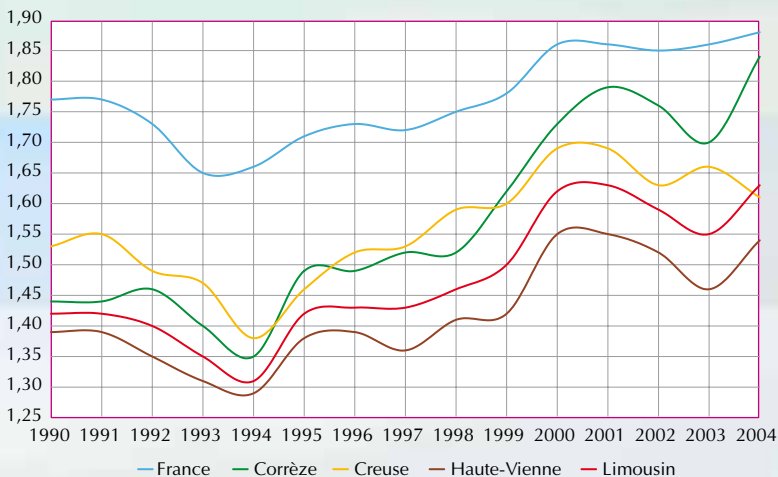
déficitaire, mais marque une troisième année consécutive de recul de ce déficit. Cette évolution est tirée en partie par un net repli de la mortalité ces dernières années.

Avec un taux de mortalité proche de 12 décès pour 1 000 habitants (11,9 ‰) en 2004, le Limousin compte parmi les régions françaises où la mortalité a le plus reculé ces dix dernières années. En 2002, le taux de mortalité régional s'élevait encore à 13,0 ‰. Cependant la structure de la population pèse toujours sur ce chiffre, qui reste supérieur à la moyenne nationale de 3,5 points.

Fortes disparités départementales pour l'espérance de vie à la naissance

La région, qui s'est longtemps distinguée par une espérance de vie à la naissance supérieure à la moyenne nationale, a vu cet avantage fondre au cours des dernières années. Depuis 2 000, la tendance s'est même inversée pour les hommes. Dans le Limousin, ces derniers vivent en moyenne un peu moins longtemps que l'ensemble des Français : 0,2

Hausse sensible de la fécondité



Indice conjoncturel de fécondité en Limousin

Source : Insee

année de moins en 2004. L'écart était identique chez les femmes, mais en faveur des Limousines.

La situation au sein même de la région offre de fortes disparités. Les

Creusois ont une espérance de vie à la naissance de plus de deux années inférieure aux Corrèziens : respectivement 74,3 ans et 76,5 années (moyenne sur les années 2002, 2003 et 2004). L'espérance de vie à la naissance est géographiquement moins hétérogène chez les femmes, qui vivent en moyenne une année de plus en Haute-Vienne qu'en Creuse : respectivement 83,6 ans contre 82,6 ans.

Le vieillissement de la population gagne le grand sud-ouest

En 2005, les jeunes de moins de 20 ans représentent 20 % de la population régionale : c'est la plus faible proportion à l'échelle nationale. Comme dans toutes les régions françaises, la part de la population de cette tranche d'âge a diminué par rapport à 1995, mais avec une moindre intensité dans le Limousin.

Près de 29 % des Limousins sont âgés de 60 ans ou plus en 2005. Avec l'allongement de la durée de la vie, cette classe d'âge est en forte surreprésentation dans la région (8 points

de plus que la moyenne nationale). Ce vieillissement est tiré par la tranche d'âge des 75 ans et plus, qui représente désormais un peu plus de 12 % de l'ensemble de la population (+2,6 points par rapport à 1995). Sur la même période, les personnes âgées de 60-74 ans ont vu leur proportion reculer de 3,1 points pour s'élever à 16 % de la population totale.

Si la Creuse et la Corrèze ont la moyenne d'âge la plus élevée de France (respectivement 45,9 et 44,4 ans), quelques départements du grand sud-ouest les rattrapent progressivement. C'est le cas de l'Aveyron, du Gers, du Lot ou de la Dordogne, dont l'âge moyen des habitants est de 5 années supérieur aux 39 ans des Français.

Pour en savoir plus

Gains migratoires dans les trois départements - Focal Insee Limousin, janvier 2007.

Projections régionales de population à l'horizon 2030 - Insee Première, décembre 2006.

Joselito Mancuso,
Direction régionale de l'Insee

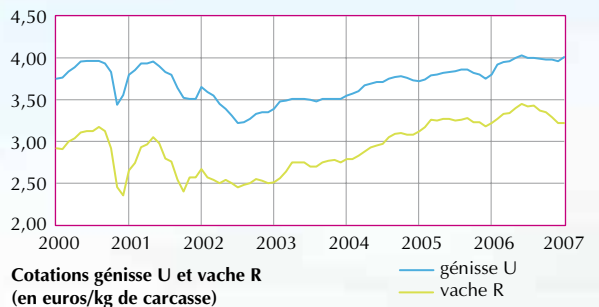
Conjoncture favorable pour l'élevage bovin

L'année agricole 2006 a ressemblé assez fortement à 2005 : des conditions climatiques exceptionnelles au regard du passé, dans un contexte économique favorable notamment en ce qui concerne la production bovine. Les cours bovins ont atteint des niveaux supérieurs à ceux des années précédentes durant le premier semestre, puis ont fléchi en fin d'année pour retrouver leurs niveaux moyens de 2005. La baisse de la production de la filière ovine qui sévit depuis plusieurs années se poursuit en 2006.

Le début de l'année 2006 a été marqué par une période de températures basses, qui s'est prolongée sur le mois de mars. Le redémarrage de la production des prairies a ainsi été tardif ; la situation s'est cependant améliorée avec un printemps doux et plus humide. Le retard végétatif a été en grande part rattrapé pour les fenaisons, qui se sont effectuées de manière assez précoce dans de bonnes conditions. En revanche, la repousse d'herbe a souffert des fortes chaleurs de juin et juillet, obligeant les éleveurs à puiser dans leur stock de foin pour nourrir leur troupeau durant l'été. Dès août, les pluies sont revenues, et l'automne a

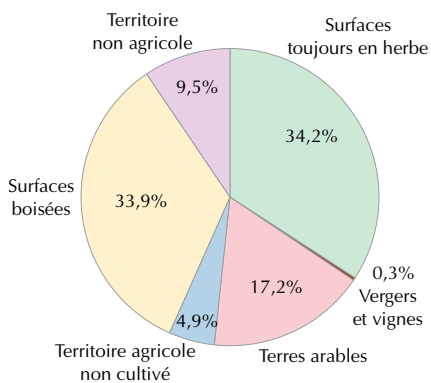
été le plus doux jamais enregistré en Limousin. Au bilan, la production des prairies en 2006 est proche de celle d'une année normale. Cependant, l'exploitation des récoltes d'herbe en fin de saison s'avère souvent délicate, le piétinement sur des terrains détremés pouvant sensiblement détériorer les prairies, notamment celles ressemées régulièrement. Les conditions météorologiques souvent changeantes rendent de plus en plus technique la conduite des prairies et des cultures.

Cours des gros bovins : des niveaux très satisfaisants



sensible aux sécheresses. En raison d'une contraction des disponibilités mondiales, le marché des céréales a été soumis à une forte tension qui s'est traduite par une envolée des prix. En Limousin, l'impact reste faible, on estime en effet que les trois quarts des céréales produites sont directement consommées par le bétail présent sur les exploitations.

Herbe et bois occupent les deux tiers du territoire



Hausse du prix des céréales

Les céréales à pailles semées à l'automne 2005 ont peu souffert de ces conditions climatiques. À l'inverse, le maïs, dont la période de croissance se situe durant l'été, est plus

Le cheptel en 2006 : progression des bovins, réduction des ovins

| | Corrèze | Creuse | Haute-Vienne | Limousin | Rappel 2005 |
|------------------------|---------|---------|--------------|-----------|-------------|
| Bovins | 307 900 | 432 900 | 365 500 | 1 106 300 | 1 096 900 |
| dont vaches nourrices | 142 800 | 179 600 | 143 700 | 466 100 | 463 400 |
| dont vaches laitières | 10 800 | 9 400 | 14 500 | 34 700 | 35 800 |
| Ovins | 66 900 | 120 900 | 466 200 | 654 000 | 707 550 |
| dont brebis nourrices | 49 500 | 82 600 | 312 000 | 444 100 | 482 100 |
| Caprins | 4 940 | 9 700 | 8 800 | 23 440 | 24 260 |
| dont chèvres | 3 700 | 7 200 | 6 500 | 17 400 | 17 930 |
| Porcins | 58 158 | 64 780 | 33 960 | 156 898 | 163 490 |
| dont porcs à l'engrais | 29 000 | 31 600 | 13 800 | 74 400 | 77 800 |

Le cheptel en Limousin en 2006 (nombre de têtes)

Source : Agreste - SAA 2006

La filière bois continue à se développer en limousin

Parallèlement à l'augmentation de la récolte de bois d'œuvre et des volumes sciés dans la région, en particulier en résineux destinés à la construction bois (douglas), les nouveaux besoins énergétiques suscitent une mobilisation accrue des bois feuillus ou des petits bois.

La production de bois énergie peut provenir de trois origines bien différenciées :

- la production forestière proprement dite (560 000 ha, 135 000 propriétaires privés, 5 % de forêt publique) comprenant les déchets de scierie,
- la production agricole ou « bocagère » constituée des produits d'élagage des haies et des emprises de voirie,
- la valorisation de déchets finaux des produits en fin de vie (emballages, palettes, ...).

L'utilisation de cette ressource, sans déséquilibre actuel, s'oriente à la fois sur l'approvisionnement des chauffages individuels ou de petits collectifs (chaufferies communales) et sur celui de grosses unités de cogénération de chaleur et d'électricité.

Les professionnels de l'exploitation forestière expérimentent d'ores et déjà les nouveaux matériels, techniquement et économiquement adaptés à cette nouvelle filière.

Une filière bovine en bonne santé

Le cheptel reproducteur allaitant a progressé légèrement en 2006, du fait de la hausse du nombre de génisses de renouvellement conservées sur l'exploitation. Les cours en gros bovins sont restés bien orientés, malgré un fléchissement en fin d'année. L'offre limitée et l'attrait du consommateur hexagonal vers des viandes

d'origine française explique cette hausse. Ainsi une génisse de bonne qualité voit son cours progresser de 4 % par rapport à 2005. Si l'activité des abattoirs régionaux est en légère baisse de 3 % par rapport à 2005 pour les catégories jeunes et gros bovins, les productions bovines conservent une bonne dynamique dans la région comme en démontre l'engouement des professionnels pour le plan de modernisation des bâtiments d'élevage.

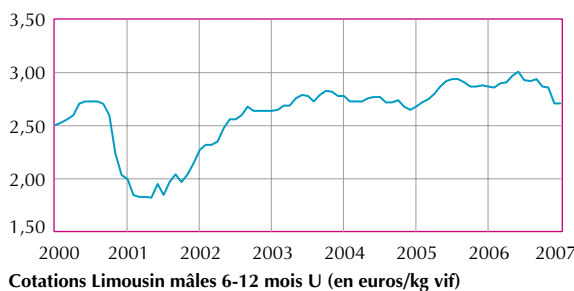
Un Pôle d'excellence rurale pour l'élevage des veaux

La production limousine de veaux sous la mère s'est stabilisée en 2006, soutenue par des cours en progression de près de 5 %. C'est une production traditionnelle, dont le berceau est en Corrèze, qui demande une main-d'œuvre importante et impose des conditions d'élevages contraignantes. La mise en place du Pôle d'excellence rurale « Veau sous la mère » vient en partie répondre à ces contraintes en proposant aux éleveurs un soutien pour la modernisation de leurs ateliers et l'expérimentation de modes de conduite innovants.

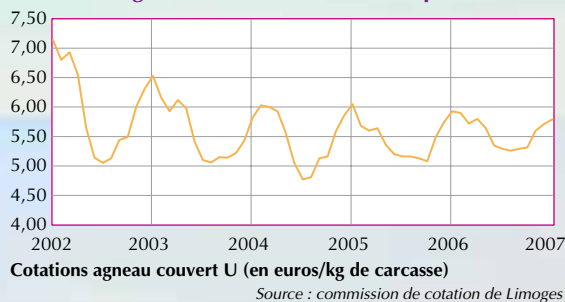
Le cours du broutard et de l'agneau à un bon niveau

La production phare de la région reste le broutard. Ce jeune bovin de moins de douze mois et de près de

Cours des broutards : un second semestre orienté à la baisse



Cours des agneaux : une année sans surprise



trois cents kilos est destiné à alimenter les ateliers d'engraissement, dont une majeure partie se situe en Italie. Préoccupés par l'épidémie de grippe aviaire en début d'année 2006, les achats des consommateurs italiens se sont reportés en partie vers la viande bovine. Ce phénomène a soutenu les cours, très élevés sur le premier semestre et baissiers par la suite.

Suivant la tendance nationale, le troupeau ovin limousin poursuit sa baisse : l'effectif régional de brebis-mères a chuté de près de 8 % entre 2005 et 2006. Le découplage de 50 % de l'aide ovine, ainsi qu'une conjoncture favorable en élevage bovin, n'incite pas les éleveurs à s'investir dans cette production. La baisse de la production soutient le prix de l'agneau qui est en légère hausse de 2 à 3 %.

Un revenu en progression soutenu par les prix

La mise en place de la réforme de la PAC a introduit des aides qui ne sont plus totalement liées à la production. Les réorientations attendues ont été peu marquées au niveau national et a fortiori en Limousin où la principale aide bovine (PMTVA) reste dépendante du nombre de vaches. Globalement, le revenu agricole de la ferme limousine est en progression, ce qui ne doit cependant pas masquer l'existence de fortes disparités entre exploitations.

Pascal Prévot,
Direction régionale de
l'Agriculture et de la Forêt

Bâtiment, travaux publics

L'activité progresse encore

La construction neuve enregistre un nouveau record en 2006, avec un nombre inégalé de mises en chantier. Une activité soutenue, bien que plus modeste, est également observée en matière de rénovation et d'entretien. Les travaux publics affichent un niveau de conjoncture exceptionnel, sous l'effet de la demande tant publique que privée. Des craintes se sont toutefois manifestées en fin d'année quant au renouvellement des carnets de commandes.

Avec près de 5 300 logements et près de 690 000 mètres carrés de bâtiments non résidentiels mis en chantier, 2006 aura été, dans la continuité de 2005, une année de forte activité dans le domaine de la construction neuve. La demande d'entretien et de rénovation reste soutenue, même si elle semble amorcer un ralentissement. Quant aux travaux publics, ils sont très sollicités et enregistrent leur meilleur résultat depuis l'an 2000.

La construction neuve confirme un excellent niveau

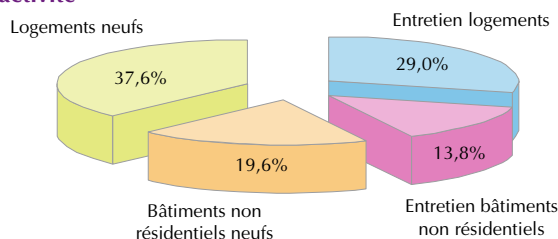
800 logements commencés de plus en 2006 qu'en 2004 : la progression est toujours forte. Par rapport à l'année 2005, l'augmentation

des ouvertures de chantiers avoisine 8 %. Les chiffres marquent le pas en Corrèze où la progression avait été explosive l'année précédente, alors que la Creuse et la Haute-Vienne connaissent encore une forte croissance, tant dans le secteur du collectif que de l'individuel. Pour les bâtiments non résidentiels, le niveau de surfaces autorisées progresse encore (plus de 830 000 mètres carrés) et les ouvertures de chantiers repartent à la hausse (+10,8 %) en Corrèze et surtout en Haute-Vienne (+51 %), alors qu'elles reculent en Creuse (-12 % par rapport à 2005). Globalement, elles représentent un volume record de près de 700 000 mètres carrés.

L'activité de la rénovation-entretien se cantonne à une progression plus modeste qu'en 2005

L'année 2006 confère un certain freinage au taux d'évolution de l'activité entretien-rénovation, qui se situe aux environs de 4,5 % sur les douze mois pour le logement. Cela confirme la décélération constatée l'année précédente, plus marquée encore dans le secteur des bâtiments non résidentiels, où le rythme de progression s'établit à 3,5 % en valeur. Il est à noter que 97 % des artisans déclarent réaliser des travaux d'entretien-rénovation et 92 % pour les entreprises moyen-

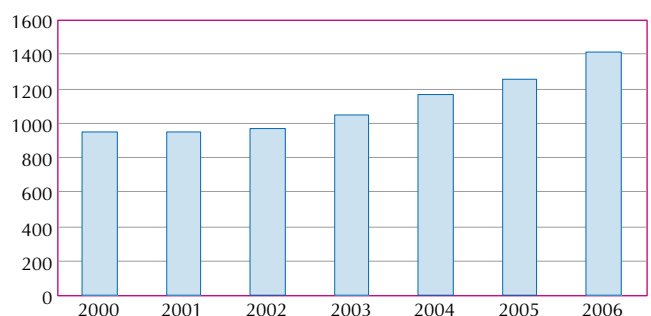
Bâtiment : l'entretien du logement représente presque un tiers de l'activité



Répartition de la valeur de production des entreprises du bâtiment en 2005

Source : Cellule économique régionale du Limousin

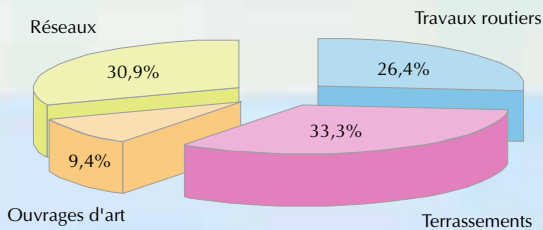
Bâtiment : nouveau record en 2006



Valeur de la production des entreprises du bâtiment (hors taxes, en millions d'euros courants)

Source : Cellule économique régionale du Limousin

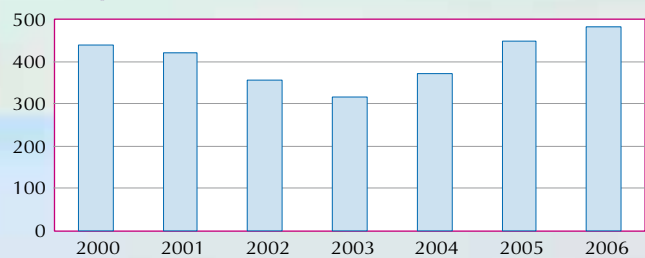
Travaux publics : regain des travaux routiers en 2005



Répartition de la valeur de production des entreprises de travaux publics en 2005

Source : Cellule économique BTP du Limousin - enquête FRTP Limousin

Travaux publics : une troisième année de hausse



Valeur de la production des entreprises de travaux publics (hors taxes, en millions d'euros courants)

Source : Cellule économique BTP du Limousin - enquête FRTP Limousin

nes ou grandes. Ces ratios sont en progression par rapport à 2005.

Une conjoncture encore active dans le bâtiment en 2007

L'année 2007 bénéficiera encore des ouvertures de chantier des périodes précédentes, notamment en

matière de bâtiment non résidentiel. L'activité devrait donc se maintenir même s'il n'est pas impossible qu'un tassement de la demande en matière de logement neuf (essentiellement dans le collectif) engendre une année plus calme au niveau du nombre des ouvertures de chantier. En revanche, cette perspective n'a aucune raison d'entamer les bonnes dispositions du secteur de l'amélioration-entretien avec les dispositions avantageuses du Programme régional d'intérêt général (PRIG).

Travaux publics : des efforts soutenus

L'activité travaux publics a connu en 2006 une progression significative (+8 %) qui confirme le redressement observé en 2005. La commande publique a été plus particulièrement active, bénéficiant d'investissements importants réalisés par les collectivités locales et par l'État, notamment dans le secteur routier. La commande privée, un peu plus atone, représente toujours le secteur prépondérant et le plus diversifié. L'activité s'est améliorée, à la fois pour les entreprises régionales et pour les agences d'entreprises extérieures dont les marchés conclus et les travaux réalisés sont en nette croissance.

L'emploi dans le BTP : une nouvelle année de hausse

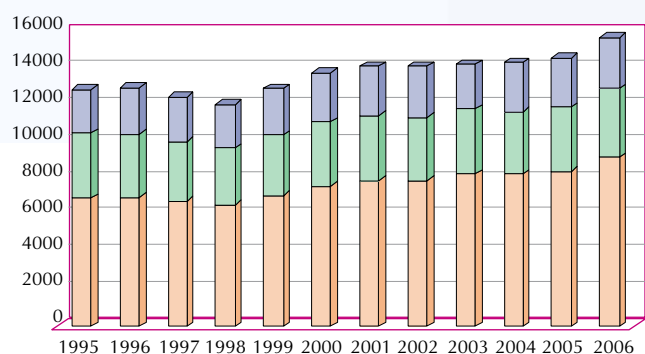
En 2006, le marché de l'emploi se caractérise à la fois par une légère progression des demandes d'emploi enregistrées en fin de mois et une forte croissance (+27,5%) des postes offerts par les entreprises du BTP et qui avoisine 2 000 unités. Le recours au chômage partiel est quasiment inexistant.

Dans un contexte d'activité soutenue, les entrepreneurs se plaignent de ne pas trouver la main d'œuvre qui serait nécessaire pour faire face à leurs plans de charges. Cette opinion est ressentie quelle que soit la spécialité concernée avec pour conséquence le développement du recours à l'intérim, notamment dans les travaux publics. Globalement, le nombre d'emplois équivalents temps plein correspond à environ 10 % du nombre d'emplois salariés.

Le secteur du BTP se caractérise par un grand nombre de petites entreprises : pour l'année 2006, 2 445 n'ont pas de salarié, 2 346 ont moins de dix salariés (elles emploient 6 415 personnes) et 385 ont plus de dix salariés (elles emploient 9 313 personnes). Ces entreprises sont dispersées dans l'ensemble de la région avec une densité toujours importante en zone rurale.

Le BTP emploie une main-d'œuvre importante, puisqu'il représente près de 28 % du secteur secondaire et a tendance à augmenter en valeur absolue et en valeur relative. L'évolution de cet emploi dépend fortement de la conjoncture : d'un peu plus de 12 000 salariés en 1998, la croissance continue en 2006 avec 15 728 salariés.

L'emploi bien orienté



Évolution de l'emploi dans le secteur du BTP

Source : Cellule économique BTP du Limousin

Henri Pauniat,
Direction régionale de
l'Équipement

Un record inattendu, mais l'apaisement se dessine

De record en record, la construction de logements tente de rattraper une demande soutenue. Mais au plan régional, la dynamique semble s'essouffler. Si la construction de maisons est encore à la hausse, le nombre d'appartements mis en chantier a diminué pour la première fois depuis quelques années. L'aire urbaine de Brive-la-Gaillarde est en retrait et les perspectives ne paraissent plus aussi favorables que par le passé.

Une nouvelle fois, le baromètre de la construction de logements affiche le beau fixe. En Limousin, 5 300 logements ont été mis en chantier en 2006. Jamais au cours du quart de siècle écoulé, le nombre de logements construits n'aura été aussi important. Par rapport à la moyenne quinquennale, l'augmentation de 2006 est équivalente à un millier de logements supplémentaires, près d'un quart de plus.

Une sixième année de hausse soutenue

La reprise du cycle de la construction de logements neufs dans la région date du début de ce millénaire. Avec près de six années consécutives de croissance, sa durée est exceptionnelle et, toutes proportions gardées, il rappelle les grandes heures de la reconstruction d'après-guerre. Il coïncide avec un contexte national marqué par une pénurie de logements disponibles et une panoplie de mesures de relance de la construction. Au plan local, besoins de renouvellement du parc, rebond démographique récent et surtout modes de cohabitation de plus en

plus éclatés, constituent les principaux facteurs d'une demande potentielle soutenue de logements.

Mais les premiers signes de ralentissement, perceptibles dès la fin de l'année 2005, sont devenus plus nombreux. En effet, alors que la plupart des segments traditionnels de l'analyse de la construction participaient à la dynamique retrouvée, progressivement, leur nombre s'est réduit.

Appartements : des investisseurs plus circonspects

Le logement collectif, principal contributeur de la croissance de la construction neuve, semble s'essouffler. Le nombre d'appartements mis en chantier diminue même de 7 % par rapport à l'année précédente.

La réforme des dispositifs de défiscalisation des investissements destinés au locatif privé, mise en place en 2003, avait participé à la relance de la construction de logements, en particulier des

appartements. On estime que 3 000 à 3 500 logements ont été construits dans ce cadre fiscal en Limousin en quatre ans. Les appartements en représentent la majeure partie et au total, quatre appartements sur dix ont probablement bénéficié de ces mesures. La nouvelle réglementation mise en place à partir du 1^{er} septembre 2006, moins avantageuse pour les marchés de l'habitat les moins tendus (dont le Limousin fait partie) et plus contraignante sur les conditions locatives, ont sans doute participé à modérer quelques investisseurs. Le nombre d'appartements défiscalisés aurait ainsi diminué de 15 % l'an dernier. D'autre part,

Le désir de maison ne se dément pas

| | Nombre | Évolution 2005-2006 en % |
|---------------------|--------|--------------------------|
| Corrèze | 1 917 | -3 |
| individuel | 1 331 | +1 |
| collectif | 586 | -13 |
| Creuse | 633 | +20 |
| individuel | 623 | +25 |
| collectif | 10 | n.s.* |
| Haute-Vienne | 2 750 | +14 |
| individuel | 1 967 | +21 |
| collectif | 783 | +1 |
| Limousin | 5 300 | +8 |
| individuel | 3 921 | +14 |
| collectif | 1 379 | -7 |

*non significatif

Logements ordinaires mis en chantier en 2006

Source : DRE-SHET Limousin / SITADEL

2006 marque également le reflux des porteurs de projets ne résidant pas dans la région : le nombre d'appartements décroît d'un quart et leur part de marché représente désormais un peu plus de la moitié des appartements en chantier contre les deux tiers un an plus tôt.

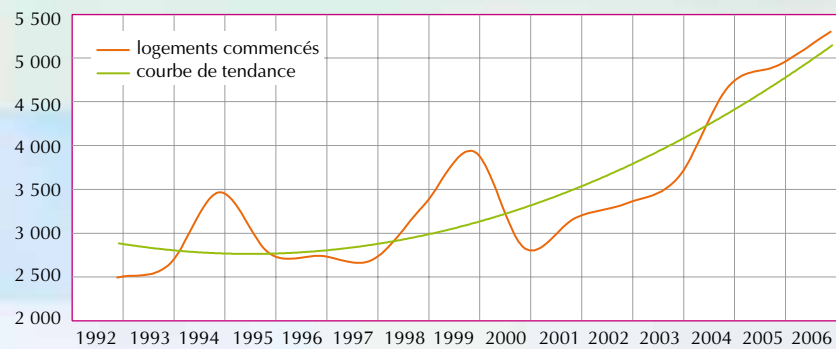
Maisons : la croissance reste solide

Pour la maison individuelle, la progression a été jusqu'à présent moindre que celle des appartements, mais plus assurée car moins soumise à variations. Fondée sur les aspirations des Français (et des Limousins en particulier) à vivre dans leur maison, il s'agit de la composante la plus structurelle de la construction neuve. En 2006, cet engouement ne se dément pas : le nombre de maisons mises en chantier a augmenté de 14 % en un an. Mise en place à partir du 1^{er} février 2005, la révision des conditions d'accès au prêt à taux zéro pour financer une construction neuve joue à plein. Le nombre de prêts bonifiés émis en Limousin en 2006 et dont la quasi totalité participe à la construction d'une maison, a ainsi augmenté de 29 % en un an. Au total, 35 % des maisons mises en chantier en 2006 ont bénéficié de cette aide publique à l'accession sociale.

À Limoges et dans l'espace rural

D'un point de vue spatial, jusqu'à fin 2005 - début 2006, l'ensemble des grands territoires du Limousin vérifiait cet engouement pour la construction. Aujourd'hui, le dynamisme se concentre davantage. En 2006, Limoges est la seule aire urbaine à avoir affiché un réel dynamisme. Le nombre de logements y a augmenté de 15 %, grâce à son espace périurbain

Une nouvelle hausse, d'autant plus inattendue que vigoureuse



Nombre de logements commencés en Limousin

Source : DRE-SHET Limousin / SITADEL

et en particulier dans les communes en périphérie de la ville-centre. En revanche, dans l'aire urbaine de Brive-la-Gaillarde, et malgré un périurbain en résistance, le nombre de logements en chantier a diminué de près de 14 %. Quant à l'espace rural régional, il n'est pas en reste et explique même les deux tiers du dynamisme régional.

Vers un apaisement progressif

L'examen du nombre de projets autorisés permet de dessiner les perspectives à plusieurs mois de la construction de logements. Ainsi, les rythmes de progression importants du nombre de logements autorisés s'assagissent de plus en plus et deviennent même hésitants. Au point que depuis quelques mois, ils oscillent autour de la position d'équilibre et affichent parfois des baisses. En cumul annuel, le nombre de logements autorisés à la fin du premier trimestre 2007 diminue ainsi de

11 %. En valeur absolue, les autorisations concernent encore 6 200 logements ordinaires sur une année. Ce niveau annuel reste exceptionnel, mais il est en retrait par rapport au maximum de 7 300 autorisations atteint à mi-année 2006.

La construction de locaux progressive en lien avec la situation économique

La construction bat aussi son plein en bâtiments non résidentiels. Avec près de 690 000 m² mis en chantier, les surfaces augmentent de 17 % sur un an et représentent 13 % de plus que la moyenne des cinq dernières années. Signe probable d'une situation économique en meilleure forme, les investissements en bâtiments des entreprises privées repartent à la hausse. Locaux industriels, bureaux ou autres bâtiments agricoles, tous les secteurs d'activité participent à cette progression. Mais sans conteste, et grâce en partie à la commande publique d'équipements collectifs, les bâtiments de santé et d'enseignement contribuent pour un peu plus de la moitié au dynamisme des locaux non résidentiels.

La méthode

Ces informations reposent pour l'essentiel sur l'exploitation des permis de construire et des événements réglementaires accompagnant les projets jusqu'à leur réalisation. Elle permet d'élaborer des statistiques sur la construction neuve, le nombre de logements autorisés ou commencés selon le type de construction, le mode d'utilisation, le maître d'ouvrage, etc. La caractérisation des territoires s'appuie sur le zonage en aires urbaines de l'Insee.

*André Pagès,
Direction régionale
de l'Équipement*

Vente de logements neufs

La demande est restée forte

La demande de logements neufs est restée vive en 2006 et a alimenté la hausse des prix. Mais elle progresse moins vite que par le passé, en particulier sur les petits appartements. En anticipation d'une probable accalmie, l'offre de nouveaux logements s'ajuste à la baisse.

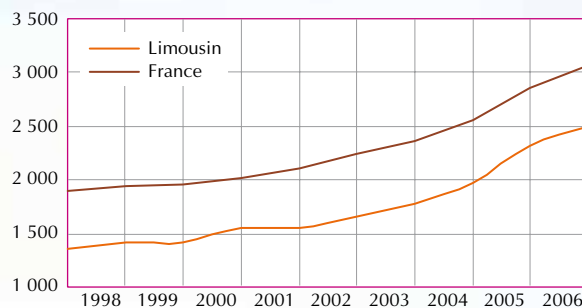
Les ventes de logements neufs ont franchi de nouveaux sommets en 2006. Près de 1 700 appartements et maisons ont été vendus par les promoteurs immobiliers en Limousin, le niveau le plus haut de ces dix dernières années. Même si ce nouvel accroissement est moins marqué qu'au cours des trois années précédentes, il illustre un marché régional particulièrement dynamique. En comparaison du bond régional de 11 %, les 4 % d'augmentation du marché national paraissent bien modestes.

Le potentiel du marché régional pourrait être atteint

L'offre de nouveaux logements a toutefois diminué de près d'un quart en un an. En progression régulière depuis 2002, elle avait atteint un maximum de 2 000 logements en 2005. Les professionnels de l'immobilier anticiperaient-ils des difficultés à venir dans le marché du neuf ? Peut-être, mais pas partout : si les marchés se restreignent fortement

en Corrèze et en Creuse, en revanche, ils résistent en Haute-Vienne. L'offre nouvelle d'appartements et de maisons y est stable. L'agglomération de Limoges renforce ainsi sa suprématie sur le marché régional ; elle concentre désormais les trois quarts des mises en vente du Limousin.

Une nouvelle augmentation des prix, mais moins vive



Valeur moyenne des appartements en euros courants par mètre carré
Source : DRE-SHET Limousin / ECLN

Prix stabilisés, sauf en Haute-Vienne

La hausse des prix se poursuit dans le collectif, mais de façon moins marquée que l'année précédente (+7 % en 2006 contre +18 % en 2005). En Haute-Vienne, cette aug-

mentation atteint 10 %, alors que dans les deux autres départements les prix se stabilisent. Par exemple, il faut maintenant déboursier près de 2 700 euros le mètre carré pour l'achat d'un appartement T2 dans l'agglomération de Limoges, contre 2 500 en 2005.

Le nombre de mises en vente diminue alors que les réservations progressent. Résultat, le stock d'appartements à vendre en fin d'année est en retrait de 14 %. Les studios et les deux pièces y contribuent particulièrement, puisque leur nombre a chuté d'un bon tiers. Toutes

choses égales par ailleurs et même si les niveaux des stocks restent élevés dans le contexte des cinq dernières années, la baisse des disponibilités pourrait entretenir la hausse des prix. Ce qui ne ferait pas forcément l'affaire d'acquéreurs potentiels dont le cumul des hausses passées ont amoindri la solvabilité.

L'enquête « commercialisation des logements neufs » est réalisée auprès des promoteurs immobiliers. Elle ne s'intéresse qu'au marché du neuf et porte uniquement sur des opérations de cinq logements et plus, destinés à la vente aux particuliers. Les évolutions de prix retracent les variations de la valeur moyenne des biens vendus : il ne s'agit donc pas de prix stricto sensu. Ces évolutions prennent en compte des modifications structurelles liées aux caractéristiques des biens (localisation, taille, qualité, etc.).

*André Pagès,
Direction régionale
de l'Équipement*

Retrouvez gratuitement sur internet...

Le tableau de bord de la conjoncture en Limousin

www.insee.fr/limousin, rubrique "conjoncture"



Mise à jour en continu avec les dernières données disponibles : **emploi, chômage, entreprises**, mais aussi **logement, agriculture, tourisme...**

L'outil idéal pour suivre l'économie régionale

Stabilisation du trafic routier, regain du ferroviaire

Après une hausse de trafic d'ampleur limitée en 2005, les routes et autoroutes du Limousin ont vu leur affluence se stabiliser en 2006. Seule l'A89, qui poursuit son développement, connaît une hausse très forte du nombre de véhicules. Dans le même temps, le transport ferroviaire régional confirme le regain de fréquentation amorcé depuis 2004. Dans le ciel, l'ouverture d'une nouvelle ligne en direction de Nottingham a permis à l'aéroport de Limoges de battre un nouveau record de nombre de voyageurs.

En 2006, le contexte national des transports est marqué par un fléchissement de la croissance de la circulation automobile. L'équipement des ménages en voitures semble atteindre un palier et le renchérissement des carburants pèse lourd dans leur budget. En Limousin, les routes n'échappent pas à une certaine stabilisation du trafic.

Nationales : le trafic poids lourds encore en hausse sur la RCEA

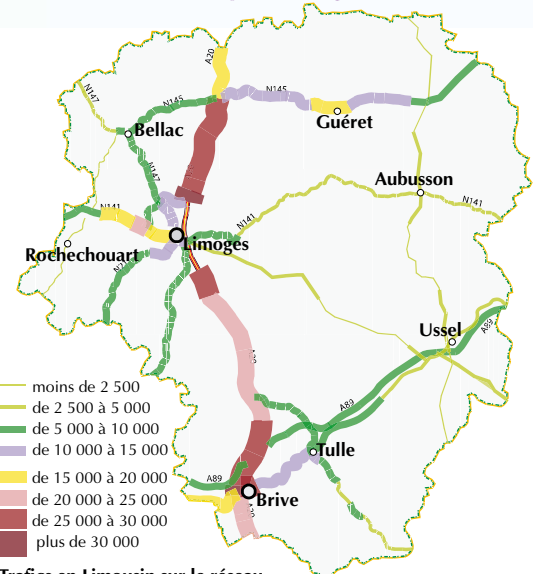
Le trafic se maintient globalement sur les routes et autoroutes limousines, avec cependant des nuances suivant les itinéraires. La

RN 145 montre un trafic à la baisse pour les sections représentatives des longues distances : -2 % dans l'est de la Creuse, -4 % à l'ouest de la Souterraine, -7 % entre la Croisière et Bellac. Le trafic est stable entre la Souterraine et Guéret. La baisse sur la section entre La Croisière et Bellac est à relier à l'interdiction d'un sens de la RD 951 au trafic lourd ; ce qui a également impliqué un report sur la branche ouest de la RCEA : la circulation sur la RN 141 entre Limoges et Angoulême est en hausse de 4 %, tandis que la déviation de Saint-Junien enregistre 5 % de

véhicules supplémentaires. Sur cette dernière section, le trafic de poids lourds cumule 2 450 véhicules (soit 25 % du trafic), soit une hausse de plus de 400 poids lourds (+20 %) par rapport à 2005.

On peut relever la progression de la RN 21 en milieu périurbain, entre Aixe-sur-Vienne et Limoges, dont la croissance reste forte à +7 %.

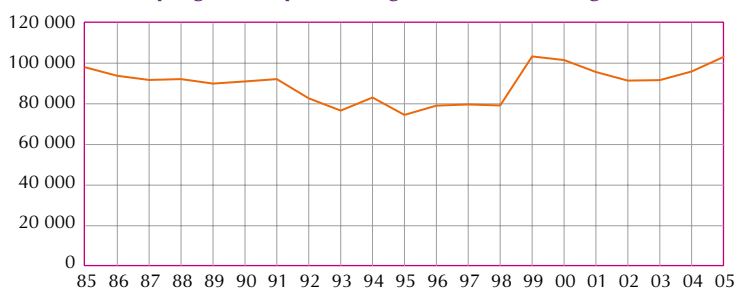
Des axes structurants pour la région



Tráficos en Limousin sur le réseau routier national et les principales routes départementales (en moyennes journalières annuelles)

Source : Direction régionale de l'Équipement - CDES 19-23-87

Une nouvelle progression pour les lignes ferroviaires régionales



Nombre de voyageurs-kilomètres dans les trains express régionaux limousins (en milliers)

Source : SNCF - Conseil régional

Immatriculations de véhicules et état du parc automobile

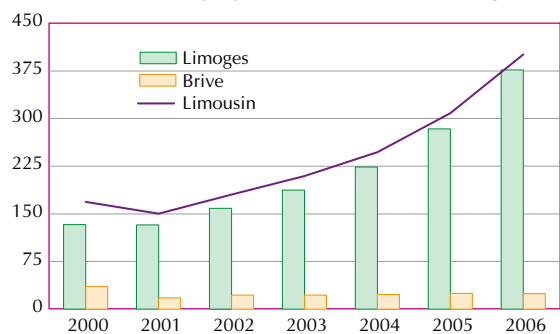
Le Limousin est marqué par un taux d'immatriculation de voitures particulières neuves en retrait de 2 à 3 % par rapport à celui constaté pour la France. Ce qui se traduit par une diminution de la proportion du parc régional au sein du parc français : avec 375 400 véhicules particuliers en 2005, le Limousin représente 1,2 % des 30,5 millions de voitures particulières françaises.

Concernant les véhicules industriels, le parc limousin est en 2005 de 8 600 véhicules, soit 1,4 % des 617 200 nationaux. Ce fort taux s'explique par l'équipement en véhicules de transports en commun qui représente 1,7 % du parc français, et qui va même jusqu'à représenter 5,2 % pour les petits cars de 10 à 19 places. Enfin, concernant les véhicules utilitaires et légers, le Limousin est relativement bien équipé puisqu'avec 63 300 véhicules, son parc se maintient au-dessus de 1,3 % du parc français de 4,8 millions de véhicules.

Autoroutes : seule l'A89 enregistre une hausse importante de trafic

L'autoroute A20 montre également une baisse de son attractivité puisque les sections au nord de Limoges n'affichent plus qu'une progression limitée à 2 %, qui tranche avec les forts taux des années précédentes. Au sud de Limoges et en Corrèze, le trafic est stable, voire

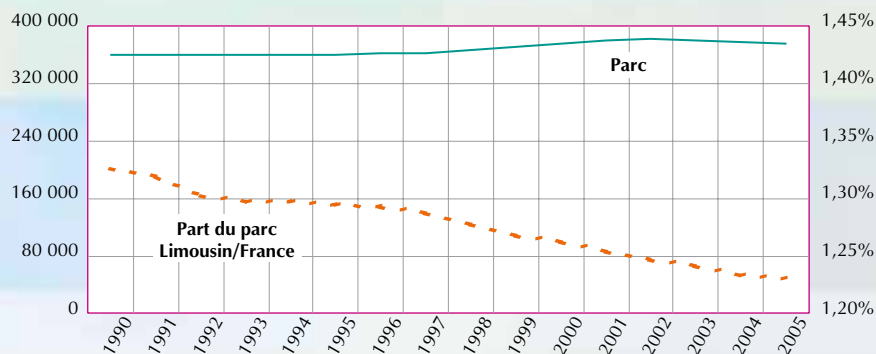
Le trafic aérien dopé par les liaisons avec l'Angleterre



Trafic aérien (en milliers de voyageurs)

Source : Direction générale de l'aviation civile

Le parc limousin de véhicules décroît proportionnellement au parc national



Parc de voitures particulières en Limousin et proportion par rapport au parc national

Source : MTETM - SESP Fichier central des automobiles

légèrement décroissant (+0,6 % au droit d'Uzerche, -0,8 % et -3,5 % aux abords de Brive).

L'autoroute A89 est la seule qui échappe à cette décroissance, en raison de la poursuite de sa réalisation : les taux de progression entre l'A20 et le Puy-de-Dôme s'échelonnent entre +20 et +30 %.

Le transport ferroviaire attire davantage de voyageurs

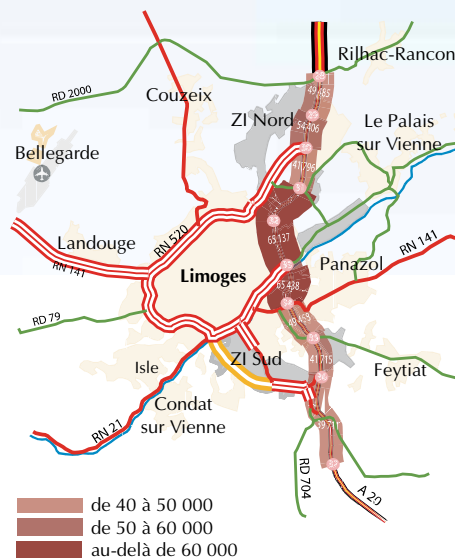
La fréquentation des lignes de trains express régionaux (TER) est toujours en progression : le nombre de voyageurs-kilomètres est en hausse de 4,5 % par rapport à 2005, dans la continuité de la croissance connue depuis plusieurs années. Bien que les résultats ne soient pas encore connus complètement (en particulier la fréquentation de chacune des lignes régionales), les trains régionaux enregistrent selon cet indicateur leur meilleur résultat depuis une vingtaine d'années.

Trafic aérien : triplement en cinq ans

Les résultats du trafic aérien en Limousin proviennent essentiellement de ceux de Limoges-Bellegarde, en attendant que

le nouvel aéroport de Brive-Souillac soit en service. 2006 a été l'année d'un nouveau record de progression pour l'aéroport de Limoges, avec un trafic en progression de 33 % (soit un quasi triplement entre 2001 et 2006). Ces résultats sont dus au trafic international vers le Royaume-Uni (en hausse de plus de 50 %), consécutif aux résultats en année pleine des liaisons vers Liverpool et Southampton, ainsi qu'à l'ouverture d'une ligne vers Nottingham.

L'A20 très chargée à l'est de Limoges



Recensement de la circulation sur l'Autoroute A20 (zoom sur Limoges) en moyennes journalières annuelles

Source : Direction régionale de l'Équipement - CDES 19-23-87

Denis Guillon, Christian Pont,
Direction régionale de l'Équipement

Démographie scolaire : vers une stabilisation du nombre d'élèves

L'évolution de la démographie du Limousin, notamment la hausse du nombre de naissances annuelles, s'est déjà traduite par une augmentation du nombre d'élèves dans le premier degré. L'enseignement préélémentaire est le plus concerné par ce regain. Dans le même temps, les effectifs du second degré (collèges et lycées) poursuivent leur diminution, de façon particulièrement marquée dans les lycées professionnels. La part de l'enseignement privé ne progresse pas.

L'académie de Limoges a accueilli, à la rentrée 2006, 114 400 élèves dans le premier et le second degré. Elle représente 0,9 % de l'ensemble national des élèves scolarisés dans le premier et le second degrés. Pour le seul enseignement privé, le poids du Limousin dans l'ensemble des académies n'est que de 0,4 %, contre 1 % pour l'enseignement public.

Plus d'écoliers et moins de collégiens

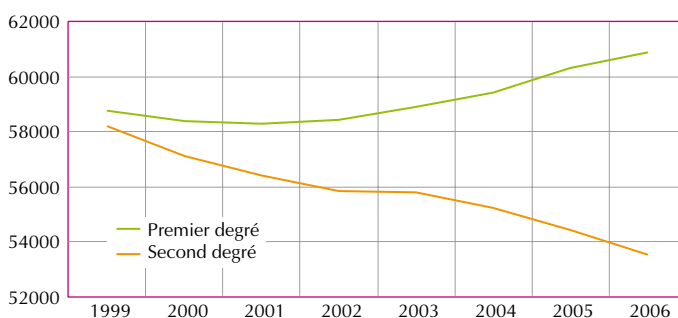
Sept ans auparavant, le Limousin scolarisait 2 % d'élèves supplé-

mentaires, soit 2 560 de plus. En 1999, le nombre d'élèves scolarisés était sensiblement égal dans le premier et dans le second degrés (un peu plus de 58 000) ; à la rentrée 2006, le premier degré a crû de 2 100 élèves (+3,6 %) et le second degré a perdu 4 660 élèves (-8 %). La croissance du premier degré permet d'envisager un retournement de tendance dans les années à venir, avec une première stabilisation à la rentrée 2009. La part de l'enseignement privé diminue légèrement : elle était de 8 % en 1999-2000 et atteint 7 % en 2006-2007.

Croissance forte dans le préélémentaire

Les élèves accueillis dans les écoles se répartissent en 2006-2007 pour 38 % dans l'enseignement préélémentaire, 61 % dans l'enseignement élémentaire et 1 % dans l'enseignement spécialisé. L'augmentation du nombre d'élèves scolarisés dans le préélémentaire est induit par la croissance de la démographie générale, car le taux de scolarisation des enfants âgés de deux ans n'a pas augmenté sur cette période et celui des enfants de trois ans est stabilisé à sa valeur optimale (un peu moins de

Des évolutions bien différenciées entre premier et second degré



Évolution du nombre d'élèves des établissements publics et privés sous contrat de l'académie de Limoges

Source : Rectorat de l'académie de Limoges

L'enseignement privé toujours peu représenté en Limousin

| | Corrèze | Creuse | Haute-Vienne | Académie de Limoges |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|
| Premier degré | | | | |
| Public | 18 795 | 9 596 | 29 092 | 57 483 |
| Privé sous contrat | 1 413 | 128 | 1 854 | 3 395 |
| Total | 20 208 | 9 724 | 30 946 | 60 878 |
| Second degré | | | | |
| Public | 15 488 | 8 304 | 24 981 | 48 773 |
| Privé sous contrat | 2 111 | 111 | 2 554 | 4 776 |
| Total | 17 599 | 8 415 | 27 535 | 53 549 |
| Premier et second degrés | | | | |
| Public | 34 283 | 17 900 | 54 073 | 106 256 |
| Privé sous contrat | 3 524 | 239 | 4 408 | 8 171 |
| Total | 37 807 | 18 139 | 58 481 | 114 427 |

Répartition départementale du nombre d'élèves à la rentrée 2006

Source : Rectorat de l'académie de Limoges

Premier degré à la hausse...

| | Nombre d'élèves à la rentrée 1999 | Nombre d'élèves à la rentrée 2006 | Évolution absolue | Évolution relative (%) |
|-------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------|------------------------|
| Préélémentaire | 22 233 | 23 438 | +1 205 | +5 |
| Élémentaire | 36 010 | 36 987 | +977 | +3 |
| Enseignement spécialisé | 533 | 453 | -80 | -15 |
| Ensemble | 58 776 | 60 878 | +2 102 | +4 |

Nombre d'élèves scolarisés dans le secteur public et privé sous contrat par type d'enseignement

Source : Rectorat de l'académie de Limoges

...second degré à la baisse

| | Nombre d'élèves à la rentrée 1999 | Nombre d'élèves à la rentrée 2006 | Évolution absolue | Évolution relative (%) |
|--|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------|------------------------|
| Collèges (+ SEGPA) | 31 383 | 29 227 | -2 156 | -7 |
| Second cycle enseignement général et technologique | 18 583 | 17 396 | -1 287 | -7 |
| Second cycle enseignement professionnel (+ EREA) | 8 242 | 7 026 | -1 216 | -15 |
| Ensemble | 58 208 | 53 549 | -4 659 | -8 |

Nombre d'élèves scolarisés dans le secteur public et privé sous contrat par type d'enseignement

Source : Rectorat de l'académie de Limoges

100 %). Au sein de l'enseignement élémentaire, ce sont les classes de cours préparatoires et de cours élémentaires première année qui sont maintenant affectées de manière significative par une croissance des effectifs, qui devrait donc se prolonger sur les niveaux suivants dans les années à venir.

Décroissance forte en enseignement professionnel

Plus de la moitié des élèves du second degré sont scolarisés dans les collèges et SEGPA (établissements spécialisés), le tiers dans les lycées d'enseignement général et technologique (y compris les classes post-bac, classes préparatoires aux grandes écoles et sections de technicien supérieur) et 13 % dans les lycées d'enseignement professionnel. Ces derniers sont les plus fortement affectés par la baisse démographique de ces dernières années.

Un pour cent de l'ensemble national

À la rentrée 2006, la Haute-Vienne et la Corrèze affichent un taux de croissance du premier degré parmi les plus élevés de France, à l'instar des départements de l'ouest et du sud-est hors Côte d'Azur (taux supérieur à 0,8 %). Pour le second degré, la région appartient au groupe d'académies (essentiellement nord-est) les plus affectées par la diminution des effectifs d'élèves, avec des taux d'évolution sur un an compris entre -1 % et -2 %.

Un secteur privé proportionnellement plus développé en Corrèze

À la rentrée 2006, un peu plus de la moitié des élèves du premier et du second degrés, tout secteur confondu, sont scolarisés dans le département de la Haute-Vienne, le tiers dans celui de la Corrèze et 16 % dans celui de la Creuse. Cette distribution correspond à la répartition de la population sur le territoire régional et on la retrouve à peu près pour chaque niveau d'enseignement, sauf pour l'enseignement privé sous contrat, où le département de la Corrèze représente 43 % des effectifs, la Haute-Vienne 54 % et la Creuse 3 %.

Quelle orientation après la troisième ?

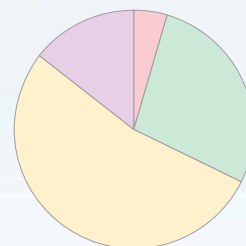
Parmi les élèves scolarisés en troisième générale d'un collège public à la rentrée 2005, plus d'un sur deux (54,5 %) ont été affectés en seconde de lycée d'enseignement général et technologique public. C'est un point de plus par rapport à la rentrée 1999 : l'évolution des comportements d'orientation en fin de troisième est donc faible. Un peu moins d'un tiers des élèves se retrouvent en seconde professionnelle publique (ou en première année de

CAP) ; sur sept ans, on relève seulement une très légère tendance à la baisse.

Un peu moins de 5 % des élèves de troisième générale redoublent. Ce taux de redoublement était de 1,6 point supérieur il y a sept ans. Les sorties de troisième générale vers d'autres systèmes de formation (secteur privé, apprentissage, agriculture...) ou vers la vie active oscillent selon les années autour de 14 %.

Après la troisième, plus de la moitié des élèves passent en seconde générale ou technologique

- Troisième générale
- BEP - CAP
- Seconde générale ou technologique
- Sorties



Scolarisation des élèves après la troisième générale du secteur public (%)

Source : Rectorat de l'académie de Limoges

Définitions

Premier degré : regroupe l'ensemble des élèves scolarisés dans le pré-élémentaire (écoles maternelles ou sections infantiles des écoles primaires), dans l'élémentaire et dans l'enseignement spécialisé. Ce dernier est donné dans les classes d'intégration scolaire et dans les établissements spécialisés.

Second degré : enseignement secondaire dispensé dans les collèges (premier cycle) et les lycées (second cycle).

SG / DPTAGAD,
Rectorat

L'accueil des personnes âgées : 150 établissements en Limousin

En 2006, 150 établissements, représentant une capacité de 10 900 lits ou logements installés, accueillent des personnes âgées en Limousin. Par rapport à la population de 75 ans ou plus, le Limousin apparaît ainsi plus doté en lits que la moyenne française. Environ 10 000 personnes, pour les trois quarts des femmes, âgées en moyenne de 84 ans, sont accueillies dans ces structures. Leur degré de dépendance varie fortement selon le type d'établissement.

En 2006, on dénombre en Limousin environ 150 établissements d'hébergement pour personnes âgées. Les deux tiers sont des maisons de retraite, un sur six est un logement-foyer, un sur sept est un établissement ou un service de soins de longue durée. On dénombre également six centres pour l'hébergement temporaire. Plus de 80 % de ces établissements sont publics, un sur six est privé à but non lucratif et seulement trois établissements sont privés à but lucratif. Environ 10 000 personnes étaient accueillies, fin 2003, dans ces établissements limousins. Sur dix personnes accueillies, sept l'étaient en maison de retraite, près

d'une sur cinq était prise en charge dans un service de soins de longue durée et près d'une sur dix résidait dans un logement-foyer.

Une population âgée en moyenne de 84 ans, très largement féminine

En Limousin, plus de sept personnes accueillies sur dix sont des femmes, quels que soient le type d'établissement et le département de la région. L'âge moyen des personnes hébergées dans les établissements de la région est de 83,8 ans. Plus nombreuses, les femmes sont également plus âgées que les hommes : respec-

tivement 85,5 ans contre 79,4 ans. On peut relever que 14 % des personnes accueillies sont centenaires. Les locataires des logements-foyers sont en moyenne plus jeunes que les pensionnaires des maisons de retraite et des services de soins longue durée : 80,7 ans contre 84,2 ans et 83,9 ans.

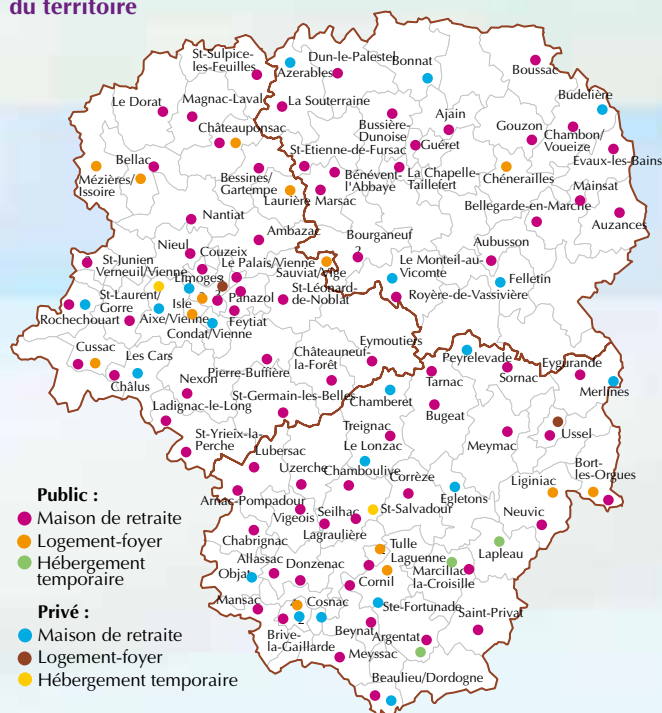
Neuf personnes sur dix présentes dans ces établissements sont originaires du Limousin. Environ 5 % viennent d'un autre département de la région ou d'un département limitrophe, 2 % de l'Île-de-France et 3 % d'autres départements.

Forte dépendance pour deux personnes sur cinq

Un quart des personnes hébergées dans ces établissements limousins est autonome ou peu dépendant (GIR 6 et 5), un tiers est moyennement dépendant (GIR 4 et 3) et deux personnes sur cinq sont fortement voire totalement dépendantes (GIR 2 et 1).

L'enquête EHPA du ministère de la Santé et des Solidarités est une enquête administrative auprès de l'ensemble des établissements hébergeant des personnes âgées qui relèvent soit du secteur social (maison de retraite, logement-foyer, établissement d'hébergement temporaire) soit du secteur sanitaire (établissement ou service de soins de longue durée). Elle est réalisée tous les quatre ans et la dernière a eu lieu en 2004. Son objectif est de décrire l'activité, l'équipement, le personnel, l'aménagement des structures et les personnes qui y sont accueillies.

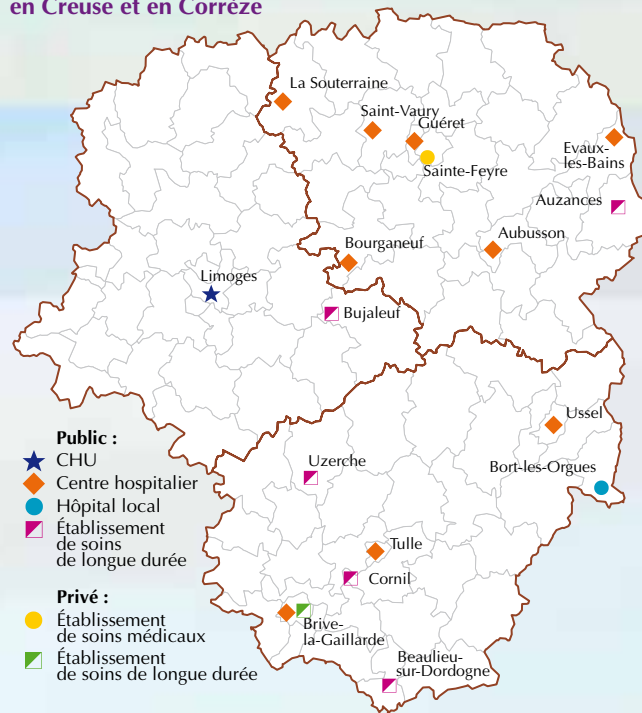
Ces structures d'hébergement couvrent la plus grande partie du territoire



L'hébergement des personnes âgées en limousin au 1er janvier 2007

Source : DRASS - FINES

Les établissements de soins de longue durée plus nombreux en Creuse et en Corrèze



Établissements de soins de longue durée au 1er janvier 2007

Source : DRASS - FINES/SAE

Plus l'établissement est médicalisé, plus la part des personnes dépendantes accueillies est importante. En effet, si les deux tiers des locataires de logements-foyers sont autonomes ou peu dépendants, à l'inverse, huit patients sur dix des services de soins de longue durée sont très ou totalement dépendants. Compte tenu de leur âge plus avancé, les femmes sont en moyenne plus dépendantes que les hommes.

Les tarifs moyens d'hébergement : de 35 à 42 euros par jour

Le tarif journalier moyen d'hébergement en Limousin s'élève à 37 euros, ce qui correspond au tarif moyen d'hébergement des maisons de retraite. Ce tarif atteint 42 euros pour les services de soins de longue

durée et les logements-foyers. C'est en Haute-Vienne qu'il est le plus élevé (40 euros) et en Creuse qu'il est le plus faible (35 euros).

Les activités logistiques des établissements d'hébergement pour personnes âgées en Limousin sont très largement assurées au sein de chaque établissement. Seules quelques activités comme la blanchisserie (dans 31 % des cas), le ménage (3 %) ou la cuisine (10 %) sont confiées à des sous-traitants ou à des entreprises d'intérim.

Un secteur qui emploie plus de 6 000 personnes

Un peu plus de 6 000 personnes, âgées en moyenne de 40 ans, sont employées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées du Limousin. 85 % sont

des femmes. Elles sont massivement présentes dans toutes les catégories de personnel de ces établissements, à l'exception du personnel médical composé à 71 % d'hommes.

Les deux tiers des agents en poste dans ces établissements travaillent dans le domaine paramédical ou soignant. Parmi eux, on dénombre 41 % d'aides-soignants, 14 % d'infirmiers, 6 % de cadres infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes ou psychologues. Deux personnes sur dix sont des agents des services généraux. Viennent ensuite le personnel de direction (6 %) et les personnels éducatifs, pédagogiques, sociaux et d'animation (5 %). Quant au personnel médical, il ne représente que 2 % de l'ensemble des personnels de ces structures et il est constitué à 45 % de médecins généralistes, 42 % de médecins coordonnateurs et 13 % de médecins spécialistes.

La grille AGGIR (Autonomie gérontologique groupe iso-ressources) permet d'évaluer l'autonomie des personnes âgées en observant si certaines activités (se déplacer, se lever du lit, manger, s'habiller, faire sa toilette, ses repas ou le ménage) sont effectuées seules ou avec une aide et si la personne âgée dispose de toutes ses facultés mentales. Six niveaux de perte d'autonomie sont ainsi définis et correspondent à 6 GIR numérotés de 1 (personne dépendante pour toutes les activités) à 6 (personne totalement autonome).

*Véronique Livertout,
Direction régionale des Affaires
sanitaires et sociales*

Revenu minimum d'insertion

Hausse ralentie du nombre de bénéficiaires du RMI

En France métropolitaine, l'année 2006 s'est traduite par une légère décreue (-0,9 %) du nombre d'allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI). Le nombre de « RMIstes » n'a toutefois pas diminué en Limousin, où l'on compte même 150 bénéficiaires de plus qu'un an auparavant (+1,7 %). La proportion de Limousins vivant du RMI reste toutefois sensiblement en deçà de la moyenne française. Le RMI n'est pas toujours leur unique source de revenus.

Au 31 décembre 2006, les Caisses d'allocations familiales (CAF) du Limousin versaient le revenu minimum d'insertion (RMI) à 9 166 allocataires, représentant une population couverte de 18 145 personnes. Au cours de l'année 2006 et sur le plan régional, le nombre de bénéficiaires du RMI s'est accru de 152 personnes, soit une augmentation égale à 1,7 %. Ce résultat vient confirmer une tendance plus favorable, en lien avec l'amélioration de la situation du marché du travail et l'activation des dispositifs d'aide à l'emploi. L'accroissement récent reste en effet relativement faible par rapport aux évolutions observées les deux années précédentes, caractérisées par des augmentations impor-

tantes : +3 % en 2005, et surtout +9 % en 2004. Toutefois, le Limousin n'a pas suivi la tendance nationale : en effet, le nombre de bénéficiaires du RMI a diminué en France métropolitaine de 0,9 % au cours des douze derniers mois.

Au plan régional, six RMIstes sur dix sont Haut-Viennois

Compte tenu des disparités départementales, on observe sans surprise que la Haute-Vienne, qui concentre environ la moitié de la population limousine, est le département où les bénéficiaires du RMI sont les plus nombreux. En effet, elle regroupe 60 % des allocataires

de la région, alors que la Creuse et la Corrèze en rassemblent environ 20 % chacune, la population couverte se répartissant selon les mêmes proportions.

Le taux de RMIstes en Creuse identique à celui de métropole

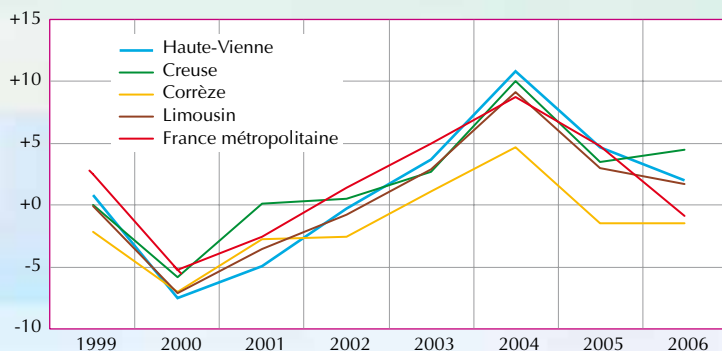
Par rapport à l'ensemble de la population allocataire, on constate que le taux de bénéficiaires du RMI est de 10,6 % pour la CAF de la Creuse, qui présente sur ce point une situation comparable à la situation observée au plan national (10,7 %), mais aussi la situation la plus défavorable des trois départements limousins. En effet la Haute-Vienne, et surtout la Corrèze, font apparaître des taux significativement plus faibles puisque la part des allocataires de ce minimum social ne s'élève pour ces départements qu'à 8,9 et 6,1 %.

Un taux de bénéficiaires sensiblement moins élevé en Limousin

| | Corrèze | Creuse | Haute-Vienne | Limousin | France métropolitaine |
|--|---------|--------|--------------|----------|-----------------------|
| Bénéficiaires du RMI | 2 045 | 1 742 | 5 379 | 9 166 | 1 101 372 |
| Nombre d'allocataires CAF au 31 décembre 2006 | 33 276 | 16 501 | 60 766 | 110 543 | 10 263 465 |
| Bénéficiaires du RMI (en % du nombre d'allocataires CAF) | 6,1 | 10,6 | 8,9 | 8,3 | 10,7 |
| Bénéficiaires du RMI (en % de la population totale) | 0,9 | 1,4 | 1,5 | 1,3 | 1,8 |
| Évolution sur 12 mois (en %) | -1,5 | +4,5 | +2,0 | +1,7 | -0,9 |
| Nombre de personnes couvertes par le RMI | 3 878 | 3 393 | 10 874 | 18 145 | 2 117 725 |
| Nombre moyen de personnes couvertes par foyer | 1,9 | 1,9 | 2,0 | 2,0 | 1,9 |
| Montant moyen du RMI versé au titre de décembre 2006 | 356 | 384 | 379 | 378 | 384 |

Source : Caisses d'allocations familiales

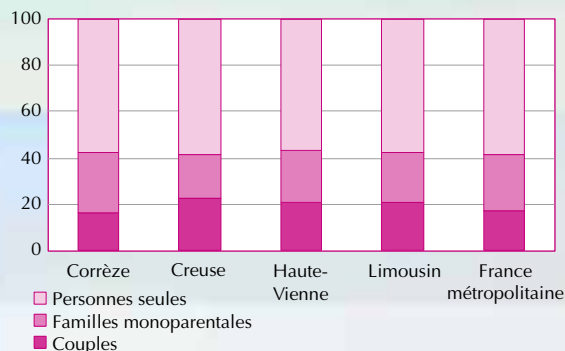
Une situation plus favorable en Corrèze



Évolution annuelle du nombre de bénéficiaires du RMI (%)

Source : Caisses d'allocations familiales

Une majorité de personnes seules



Répartition des bénéficiaires du RMI selon la situation familiale (%)

Source : Caisses d'allocations familiales

Une évolution plus favorable en Corrèze

On notera que les évolutions observées au niveau départemental sont contrastées. En effet, le département de la Corrèze a vu en 2006, comme en 2005, le nombre des bénéficiaires du RMI diminuer de 1,5 %. Ce constat traduit une évolution relativement favorable, meilleure que celle observée au niveau de la métropole. À l'inverse, le nombre de bénéficiaires du RMI en Haute-Vienne augmentait de 4,7 % en 2005 et de 2 % en 2006 ; en Creuse, la hausse s'élevait à 3,5 % puis à 4,5 %.

Situation familiale : six bénéficiaires sur dix sont des personnes seules

Dans chacun des trois départements, pratiquement 60 % des bénéficiaires du RMI sont des personnes seules. Si la Corrèze présente une typologie des bénéficiaires assez semblable à celle observée au niveau

national, des différences significatives apparaissent pour les deux autres départements limousins.

En effet, on observe en Haute-Vienne une part plus importante des couples, et une part plus faible des parents isolés au sein des bénéficiaires du RMI. Cette particularité est encore plus accentuée en Creuse.

L'ancienneté dans le dispositif : contrastes départementaux

Pour un nombre important de bénéficiaires, le droit au RMI est récent. En effet, un quart des allocataires en bénéficie depuis moins d'un an au niveau régional. Pour autant, la répartition des allocataires du RMI selon la date d'ouverture du droit fait apparaître de fortes différences entre les départements : en Creuse, la proportion de RMistes depuis moins d'un an n'est que de 20 %, alors qu'elle est de 30 % en Haute-vienne. Alors que 57 % des allocataires haut-viennois ont vu leur droit ouvert au cours des trois

dernières années, cette part est de 61 % en Corrèze et tombe à 44 % en Creuse.

Le RMI n'est pas toujours l'unique source de revenus

En Limousin, près de quatre allocataires sur dix perçoivent le RMI en complément de ressources extérieures. Dans ce cas, le montant versé au titre du RMI est diminué pour en tenir compte. La somme moyenne accordée chaque mois est de 378 euros en Limousin. Elle est proche de la moyenne nationale en Creuse (384 euros), atteint 379 euros en Haute-Vienne mais s'avère plus faible en Corrèze (356 euros).

Globalement, en Limousin, un bénéficiaire du RMI sur trois ne perçoit pas d'autre prestation des CAF. Par contre, les RMistes sont six sur dix à recevoir une aide au logement en Haute-Vienne et en Corrèze, cinq sur dix en Creuse.

Il convient enfin de noter que les RMistes peuvent bénéficier des nouveaux dispositifs d'emplois aidés orientés vers les allocataires de minima sociaux : ainsi, 20 % des contrats d'avenir et des CI-RMA (contrats d'insertion - revenu minimum d'activité) connus des CAF concernent des bénéficiaires du RMI.

Frédéric Arnaud,
Caisse d'allocations familiales de
la Haute-Vienne,
avec la collaboration des Caisses
d'allocations familiales
de la Corrèze et de la Creuse

Le revenu minimum d'insertion, instauré par la loi du 1^{er} décembre 1988, est une prestation sociale destinée à permettre l'insertion sociale et professionnelle en garantissant un minimum de ressources. Il est versé par les Caisses d'allocations familiales et les caisses de la Mutualité sociale agricole. Depuis le 1^{er} janvier 2004, suite à la décentralisation, il est piloté par les Conseils généraux. Au 1^{er} janvier 2007, le montant du RMI pour une personne seule est de 440,86 €.

Pour des raisons de disponibilité de l'information, l'analyse réalisée ici repose uniquement sur le champ couvert par les Caisses d'allocations familiales et n'inclut pas les bénéficiaires du régime agricole ; il sous-estime donc légèrement le nombre d'allocataires.

Une bonne année touristique pour le « haut de gamme »

La saison estivale 2006 a davantage profité aux hôtels qu'aux campings : l'hôtellerie homologuée enregistre une hausse du nombre de nuitées de plus de 2 %, tandis que l'hôtellerie de plein air affiche une stabilité. Dans les deux types d'hébergement, on observe une augmentation de la fréquentation des Français. Souvent « de passage » avant de rejoindre une autre destination, les touristes privilégient les hôtels et les campings « haut de gamme ».

Le regain d'activité touristique observé en 2005 s'est poursuivi en 2006 dans les hôtels limousins, où la saison s'est caractérisée par une fréquentation en nette progression. Dans les campings de la région, en revanche, le nombre de nuitées est resté relativement stable.

Hôtellerie homologuée : beaucoup de touristes français

Les hôtels limousins ont accueilli 908 000 touristes et enregistré 1 307 000 nuitées en 2006, soit 28 000 de plus que l'année précédente (+2,2 %). La saison a donc été favorable après une année 2005 déjà en progression. La Haute-Vienne a connu une augmentation supérieure à celle de la région (+2,7 %), la Corrèze se situe dans la moyenne régionale ; en Creuse, les résultats sont similaires à l'an passé.

L'amélioration globale masque des situations contrastées selon les périodes de l'année. Le premier

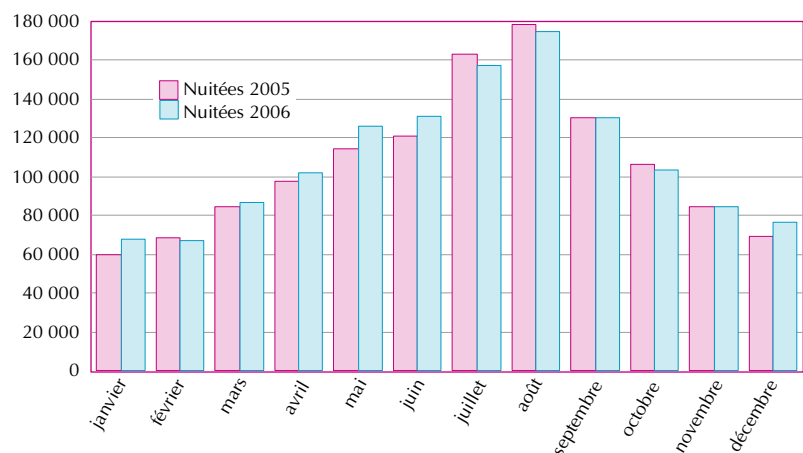
semestre a été, en termes de nuitées, nettement orienté à la hausse. Celle-ci a été notamment marquée en mai et juin. Le deuxième semestre a été moins favorable, avec une baisse sensible du nombre de nuitées en juillet, plus limitée en août. Le mois de décembre a cependant été meilleur que l'année précédente.

Les touristes séjournent toujours peu de temps dans la région. Ils sont le plus souvent « de passage » en Limousin avant de rejoindre une autre

destination. La durée moyenne de séjour reste donc de 1,4 jour. Elle atteint 1,8 jour pour l'ensemble de la métropole.

Contrairement à l'année précédente qui avait vu un retour en force des étrangers, 2006 se caractérise par une fréquentation accrue des Français. Ils ont été plus nombreux à séjourner dans la région : 28 500 nuitées de plus qu'en 2005, soit +2,6 %. Le nombre de nuitées étrangères est, quant à lui, resté sta-

Hôtels : très bons mois de mai, juin et décembre



Nuitées passées dans les hôtels limousins en 2005 et 2006

Source : Insee

ble. Les touristes étrangers sont de nationalités très variées, mais 90 % d'entre eux sont des européens. Parmi eux, 40 % sont des ressortissants du Royaume-Uni, toujours très attirés par la région. Viennent ensuite à égalité les sujets de la Belgique et des Pays-Bas : 12,5 %.

Les touristes étrangers qui fréquentent les hôtels privilégient de plus en plus le « haut de gamme ». Ils ont passé plus de 53 000 nuitées dans les hôtels 3 ou 4 étoiles, soit 30 % de l'ensemble, contre 17 % pour les Français.

Hôtellerie de plein air : campings « haut de gamme » et emplacements équipés sont privilégiés

Entre mai et septembre 2006, les campings limousins ont accueilli 190 000 touristes, soit 7 700 de moins que l'année précédente. Mais si le nombre de touristes a baissé, la quantité de nuitées s'est maintenue. Cette stabilité est due à la présence des touristes français, dont le nombre de nuitées augmente de 1,1 % alors que, durant la même période, la fréquentation étrangère diminue de 2,3 %. Au niveau départemental, la Corrèze connaît un mouvement vers le haut (2,5 % de nuitées supplémentaires), alors que l'on constate une baisse en Creuse et en Haute-Vienne : respectivement -2,2 % et -4,4 %.

Hôtels : fréquentation des Français en hausse

| | Arrivées | | | Nuitées | | |
|------------|----------|---------|---------------|-----------|-----------|---------------|
| | 2005 | 2006 | évolution (%) | 2005 | 2006 | évolution (%) |
| Totales | 886 900 | 908 000 | +2,4 | 1 279 120 | 1 307 080 | +2,2 |
| Françaises | 770 000 | 796 650 | +3,5 | 1 103 830 | 1 132 350 | +2,6 |
| Étrangères | 116 900 | 111 350 | -4,7 | 175 290 | 174 730 | -0,3 |

Arrivées et nuitées dans les hôtels en 2005 et 2006

Source : Insee

Campings : stabilité du nombre de nuitées malgré une baisse de la fréquentation étrangère

| | Arrivées | | | Nuitées | | |
|------------|----------|---------|---------------|---------|---------|---------------|
| | 2005 | 2006 | évolution (%) | 2005 | 2006 | évolution (%) |
| Totales | 198 000 | 190 310 | -3,9 | 871 250 | 869 940 | -0,2 |
| Françaises | 126 440 | 125 350 | -0,9 | 559 420 | 565 370 | +1,1 |
| Étrangères | 71 560 | 64 960 | -9,2 | 311 830 | 304 570 | -2,3 |

Arrivées et nuitées dans les campings en 2005 et 2006

Source : Insee

Bungalows, chalets et mobile homes sont très demandés



Taux d'occupation des campings limousins en 2006 suivant le type d'emplacement et le nombre d'étoiles (%)

Source : Insee

Dans l'hôtellerie de plein air, en 2006, les mois de mai et d'août ont été moins bons que l'année précédente, suite à une baisse marquée de la fréquentation étrangère sans doute rebutée par une température fraîche et une pluviométrie importante. Les mois de juin et juillet ont en revanche été meilleurs, et le mois de septembre exceptionnel avec une hausse des nuitées de près de 8 %. La température inhabituellement élevée est sans doute à l'origine de cette embellie.

Dans les campings limousins, un peu plus du tiers des touristes sont des étrangers. Durant la saison estivale 2006, près de 305 000 nuitées ont été générées par les 65 000 touristes étrangers qui ont séjourné dans la région. Le Limousin attire essentiellement des Européens. Près de six sur dix sont des ressortissants des Pays-Bas, de plus en plus nom-

breux. Viennent ensuite les Britanniques (19 %), les Allemands (10 %) et les Belges (7,5 %).

Les campings « haut de gamme » sont de plus en plus recherchés. Le nombre de nuitées a ainsi augmenté de plus de 2 % en 2006 dans les campings 3 et 4 étoiles, et cette tendance se confirme d'année en année. Ces hébergements sont depuis longtemps préférés par les étrangers, mais les Français se tournent de plus en plus vers cette catégorie. Cet engouement est confirmé par un taux d'occupation dépassant de près de 7 points celui des campings 1 et 2 étoiles.

Une autre évolution se confirme : la demande est forte pour les emplacements dits locatifs, équipés d'un hébergement de type bungalow, chalet ou mobile home. Le nombre de nuitées y a augmenté de façon importante. Cela se vérifie pour la clientèle française (+7 %), mais aussi pour la clientèle étrangère (+27 %), pourtant moins habituée à ce type d'hébergement. Le taux d'occupation y est nettement supérieur à celui des emplacements dits nus : 34 % contre 18 %.

*Martine Brethenoux,
Direction régionale de l'Insee*

*La direction régionale de l'Insee remercie
les organismes qui ont contribué à cet ouvrage :*

Banque de France

05 55 11 53 00

Pour plus d'informations :

http://www.banque-france.fr/fr/stat_conjoncture/conjonc/limousin.htm

Caisse d'allocations familiales de la Haute-Vienne

0 820 25 87 10

Pour plus d'informations :

<http://www.limoges.caf.fr/>

Direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt

05 55 12 90 00

Pour plus d'informations :

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/>

Direction régionale des Affaires sanitaires et sociales

05 55 45 80 80

Pour plus d'informations :

<http://www.sante.gouv.fr/drees/>

Direction régionale des Douanes et des Droits Indirects de Poitiers

05 49 42 32 00

Pour plus d'informations :

<http://www.douane.gouv.fr/>

Direction régionale de l'Équipement

05 55 12 90 00

Pour plus d'informations :

<http://www.limousin.equipement.gouv.fr/>

Direction régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

05 55 11 66 00

Pour plus d'informations :

<http://www.limousin.travail.gouv.fr/>

Rectorat de l'académie de Limoges

05 55 11 40 40

Pour plus d'informations :

<http://www.ac-limoges.fr/>

Directeur de la publication : Michel Deroin-Thévenin

Rédacteur en chef, coordinateur : Yann Leurs

Maquette et mise en page : Isabelle Bonneau, Chantale Desbordes

Impression : Lavauzelle Graphic